

NEWS

WOXX

déi aner wochenzeitung
l'autre hebdomadaire

1725/23
ISSN 2354-4597
2.50 €
03.03.2023

XX

XX

Griff ins Klo?

Die in den 1970er-Jahren international geführte Debatte um „Lohn für Hausarbeit“ ist längst abgeflaut. Die Problematik spaltet die Gemüter jedoch bis heute. Wieso eigentlich?

Regards S. 4

EDITO

Fiscalité : et mon cadeau ? p. 2

La tripartite négocie sur qui obtiendra quelles réductions d'impôts. En réalité, il faudrait changer de système et surtout taxer les riches.

NEWS

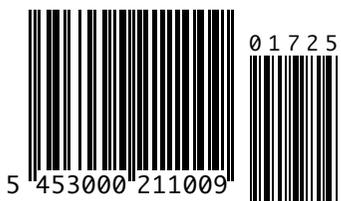
La douloureuse digitalisée p. 3

Bientôt l'État n'acceptera plus de factures sur papier. Un « progrès » que les grands acteurs saluent et que les petits découvrent non sans inquiétude.

REGARDS

Verrücktes Gesundheitssystem? S. 10

Betroffene mentaler Erkrankungen geraten in die Mühlen des Gesundheitssystems und Expert*innen warnen vor den Folgen. Eine Bestandsaufnahme.





Cette année, il reste du blé. Que faire ?



PEXELS, PIXABAI.COM

CRISES ET FISCALITÉ

Juste le barème

Raymond Klein

La tripartite, qui débute ce vendredi, discutera plus de fiscalité que de crise. Préparer l'hiver, oui, mais faut-il pour autant exclure toute réflexion qui va au-delà ?

« Taxer les dix pour cent les plus riches ! » La revendication ne provient pas du programme électoral d'un parti de gauche, mais de la bouche d'un expert du développement durable. Le norvégien Jørgen Randers l'a défendue au Luxembourg il y a deux semaines, invité par le Mouvement écologique pour une conférence sur des stratégies de survie pour l'humanité. Le financement de la transition énergétique serait assuré en prenant l'argent chez ceux et celles qui peuvent contribuer le plus, voilà l'idée de Randers. Elle est étayée par une étude récente du World Inequality Lab, qui souligne le fait que près de la moitié des émissions mondiales de CO₂ est causée par seulement dix pour cent des personnes. Et ce sont précisément celles qui souffrent le moins des effets du changement climatique et possèdent plus de trois quarts des richesses. Voilà qui fournit des arguments aux défenseur-es du climat et de la justice sociale pour réclamer des réformes fiscales.

Pendant ce temps-là, au Luxembourg, se joue la tripartite. On y parle d'impôts, mais pas des dix pour cent. Le parti vert fait profil bas tandis que le LSAP s'en tient à la revendication des syndicats : adapter le barème fiscal à l'inflation. Une retenue qui contraste avec l'urgence des défis environnementaux et sociaux actuels.

Certes, quand l'inflation augmente, maintenir les barèmes conduit rapidement les salaires – pour autant qu'ils soient indexés – à monter les échelons et à subir des taux fiscaux mar-

ginaux plus élevés. Un phénomène qualifié de « progression à froid », qui constitue une sorte d'augmentation d'impôts permanente, appliquée sans débat parlementaire et sans correctif social. Les trois syndicats OGBL, CGFP et LCGB ont donc raison de mettre en garde contre l'érosion du pouvoir d'achat à travers ce mécanisme.

Pendant ce temps-là, au Luxembourg, se joue la tripartite. On y parle d'impôts, mais pas des dix pour cent.

Faut-il pour autant en faire la revendication sociale numéro un ? Comme le montre une analyse du think tank Idea, cette « progression à froid » pénalise surtout les classes moyennes, alors que l'effet sur les revenus faibles comme sur les plus élevés est limité. Le think tank, proche de la Chambre de commerce, en tire argument pour plaider en faveur de mesures plus ciblées redistributives ou écologiques, glorifiant le gel du barème comme un mécanisme pour fournir à l'État des marges de manœuvre budgétaires. Ainsi, tout en pointant du doigt la myopie des syndicats, Idea ne va pas non plus au bout de sa logique. Plutôt que de se servir d'un barème mal pensé et d'un mécanisme absurde pour mener des politiques sociales et écologiques, il faudrait proposer une réforme d'ensemble du système fiscal.

Reste que réclamer l'indexation du barème ne priorise certainement pas la justice sociale. Pourquoi alors un syndicat de gauche comme l'OGBL soutient-il à fond cette revendication,

alors qu'en principe il demande aussi de taxer plus les revenus élevés, la fortune et les revenus du capital ? Cela est dû au poids important des revenus moyens dans ses rangs, mais aussi à l'adhésion au front uni syndical, au sein duquel la CGFP impose ses vues conservatrices. Hélas, le débat politique s'en trouve biaisé, poussant le LSAP à mettre l'indexation du barème au centre de ses revendications fiscales – plutôt que des mesures pour « taxer les riches ».

La logique voudrait que, au contraire, on procède prioritairement à une refonte du système actuel, en augmentant les taux d'imposition des revenus élevés et en taxant plus le capital, mais aussi l'usage de ressources naturelles – tout en veillant à générer les revenus fiscaux nécessaires à la transition énergétique et à la nécessaire redistribution sociale. Ensuite, le système étant bon, on assurerait sa stabilité dans le temps en indexant le barème.

Reste un détail : si les dix pour cent de « riches à taxer » sont déterminés non pas au niveau national, mais au niveau mondial, la majeure partie de la population grand-ducale risque d'en faire partie. Une approche probablement indispensable pour sauver le climat et la paix, mais qui suppose la mise en place préalable de mécanismes de redistribution à l'échelle mondiale. Vu l'état actuel des relations internationales, ce n'est pas pour demain.

NEWS

Facturation électronique :
Simplexification **p. 3**

REGARDS

Arbeit im eigenen Haushalt:
Anerkennung ja? Geld nein? **S. 4**
EU-Regeln für Wasserstoff:
Wann ist Wasserstoff nachhaltig? **S. 6**
Économie et droits humains :
L'État est un cordonnier mal chaussé **p. 8**
Gesundheitssystem: Mad World **S. 10**
Pakistan: Bündnispflege in Islamabad **S. 13**
Backcover Arnoldas Kubilius **S. 15**
„3 du trois“: Papaya zu mentaler
Gesundheit **S. 16**
Dans les salles : The Fabelmans **p. 17**

AGENDA

Wat ass lass? **S. 18**
Expo **S. 22**
Kino **S. 23**

Coverfoto: Karolina Grabowska/pexels.com



Im März gestaltet der Fotograf Arnoldas Kubilius die Rückseite der woxx. Informationen zur Serie gibt es im Interview auf S. 15.

AKTUELL

FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Simplexification

Richard Graf

La facturation électronique à l'État devient obligatoire dans moins de deux semaines. Mais rien ne dit qu'elle va fonctionner comme prévu.

Lorsque la loi sur la facturation électronique à l'État a été débattue au parlement le 2 décembre 2021, elle est passée comme une lettre à la poste. Ironiquement pourrait-on dire, car cette loi allait réduire de manière drastique le volume des courriers à distribuer par les services postaux. Au plus tard le 18 mars 2023, toute facture destinée à un « pouvoir adjudicateur », donc à une entité publique, devra être introduite sous forme électronique et selon un « format en XML » dont seuls quelques professionnels semblent détenir tous les secrets. Ceci est déjà obligatoire depuis dix mois pour les très grandes et depuis cinq mois pour les moyennes entreprises, donc grosso modo pour celles avec plus de 50 employé-es ou affichant des chiffres d'affaires au-dessus de 8,8 millions d'euros par an.

En moins de 40 minutes de débats, le projet a été adopté à l'unanimité et à main levée – le vote électronique était en panne –, sans que sa faisabilité ait été mise en cause. Il s'agissait de modifier une autre loi votée deux ans auparavant, qui introduisait déjà les principes de la facturation électronique, répondant ainsi à une directive européenne de 2014. Cette loi initiale « recommandait » l'utilisation de la facturation électronique mais n'avait été suivie d'aucun effet. L'intention du législateur était donc claire : forcer la main aux acteurs économiques à progresser en matière de digitalisation. La politique avait entre-temps gagné des alliés forts : tant la Chambre de commerce que la Chambre des métiers vantaient les avantages que cela allait apporter, avec notamment une réduction des frais et des délais de paiement réduits.

Mais déjà au niveau des moyennes entreprises l'introduction de l'e-facturation en octobre 2022 s'avérait moins « automatique » que souhaité. Tant le gouvernement que les chambres professionnelles multipliaient les séminaires ou webinaires à destination des opérateurs économiques. Le stress s'est encore intensifié depuis fin 2022. Le problème : beaucoup d'acteurs concernés de la troisième catégorie, qui est aussi la plus large en nombre, n'étaient pas conscients de tomber sous son champ d'application. D'un côté, le terme d'« adjudicateur public » ne laisse pas directement entendre que la moindre facture destinée à une quelconque structure dépendant de l'État doit se faire dorénavant sous forme électronique et selon un format prédéfini. D'un autre côté, ce

ne sont pas nécessairement que des entreprises qui sont concernées. Tout-e indépendant-e qui s'occupe par exemple de la relecture du bulletin communal ou d'une traduction pour tel institut culturel se fait payer moyennant une facture. Il en va de même pour certaines associations qui facturent occasionnellement des prestations envers des structures publiques.

18 mars fatidique

Le ministère de la Digitalisation a bien mis en place un module sur myguichet.lu qui permet d'introduire directement des factures conformes, transmises ensuite aux services concernés. Or, le module part de l'idée que les concerné-es disposent d'un numéro de TVA, qui devient ainsi le numéro identificateur dans le système d'e-facturation. Comme l'application de la TVA n'est obligatoire qu'à partir d'un chiffre d'affaires de 35.000 euros par an, beaucoup d'opérateurs ne disposent donc pas d'un tel numéro. Une solution à la luxembourgeoise a bien été trouvée : sans numéro de TVA, on peut introduire une série de zéros pour continuer l'encodage de la facture. La solution n'est que provisoire, et il faut s'enquérir auprès de la hotline pour en prendre connaissance. Les services du ministère promettent une adaptation basée sur le matricule national « dans les semaines à venir ». Le souhait du ministre de la Digitalisation, Marc Hansen (DP), d'une solution prête pour le fatidique 18 mars risque donc de ne pas être exaucé.

Une autre question a fait surface depuis lors : la loi définit les « pouvoirs adjudicateurs » au sens large et y inclut tous les organismes créés « pour satisfaire spécifiquement aux besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial (...) dont soit l'activité est financée majoritairement par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public, soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers, soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé » de plus de la moitié par des membres désignés par des acteurs publics. Ceci signifie que maintes asbl sociales, culturelles ou sportives subventionnées en majeure partie par de l'argent public sont elles-mêmes « pouvoirs adjudicateurs » et obligées de n'accepter à leur tour que des factures électroniques, sans en être nécessairement conscientes. Le ministre confirme et propose de s'adresser – en cas de doute – à ses services pour clarifier la situation. Des artifices et des doutes qui laissent craindre que, le 18 mars, la hotline du ministère explose.

SHORT NEWS

Am Mittwoch wird es feministisch

(is) – Die Forderungen stehen, der Versammlungsort für den Marsch ist bekannt: Die feministische Plattform Journée internationale des femmes (Jif) ist bereit für den Frauenkampftag am 8. März. Dieses Jahr gehen die Mitglieder und ihre Sympathisant*innen für das Wohnrecht, ein gewaltfreies Leben, Lohngleichheit und Familienrechte auf die Straße. Der Jif mangelt es nicht an Ideen zur Umsetzung ihrer Forderungen. Im Hinblick auf das Wohnrecht schlägt die Plattform unter anderem eine Mietpreisdecklung und die Förderung von „logements de deuxième phase“ und „bails glissants“ für Betroffene häuslicher Gewalt vor. Unter dem Punkt gewaltfreies Leben setzt sie sich neben weiteren Aspekten für mehr Statistiken zu Gewalt gegen Frauen, die Aufnahme von Femiziden in das Strafgesetzbuch sowie für Arbeitsgenehmigungen für Gewaltopfer, die sich ohne gültige Papiere in Luxemburg aufhalten, ein. Letzteres auch zur Vermeidung von Menschenhandel. Was die Berufswelt allgemein angeht, verlangt die Jif zahlreiche Anpassungen, darunter mehr Möglichkeiten der Kompensation, beispielsweise bei unbezahlten Arbeits- und Überstunden, wie sie in vielen Betrieben immer noch vorherrschen. Mit Blick auf die Familienpolitik schweben der Jif drei Maßnahmen vor: die Einschreibung der Co-Elternschaft in die „loi sur la filiation“; die Einführung eines dreimonatigen „congé de naissance“ für alle Elternteile und die allgemeine Arbeitszeitverkürzung für ein besseres Gleichgewicht zwischen Privat- und Berufsleben. Treffpunkt für den Marsch der Jif ist ab 17 Uhr der Hamiliusplatz. Lilafarbene und Lärm verursachende Accessoires sind erwünscht.

Forum 430: Armut

(tj) - Luxemburg hat – wirksamem Nationbranding sei Dank – nicht gerade den Ruf, ein von Armut betroffenes Land zu sein. Die aktuelle Forum-Ausgabe ruft dazu auf, genauer hinzuschauen, oder besser gesagt: hinzuhören, was Expert*innen und Betroffene zu dieser Problematik zu sagen haben. Die Themen, die im entsprechenden Dossier angesprochen werden, sind vielfältig: die Definition von Armut, die Art, wie Sozialarbeit idealerweise zu gestalten ist, positive Diskriminierung als Antwort auf die Wohnungs- und Energiekrise, das Phänomen der working poor, der Zusammenhang zwischen Armut und Gesundheit, Armut und Kapitalismus. In einem letzten Beitrag fasst Historiker Michel Pauly die zentralen Punkte und Forderungen des Dossiers zusammen. Das, so der Seitenhieb in der von Henning Marmulla und Rebecca Baden gemeinsam verfassten Einführung ins Dossier, „nicht nur, aber vor allem für gestresste Politiker*innen, die keine Zeit zur Lektüre eines ganzen Dossiers haben“. Die Autor*innen machen in diesem Zusammenhang keinen Hehl daraus, dass der Fokus der Ausgabe vor allem der Anregung für die anstehenden Wahlprogramme dient. Über diesen Themenschwerpunkt hinaus erwarten die Leser*innen viele weitere spannende Texte, etwa über Global Citizenship, Klimaschutz, Ausländer*innenwahlrecht, Streik-Filme und die Ausstellung „Best of Posters“ im Lëtzebuerg City Museum.

À table, le Luxembourg !

(lm) – Ce sont les ministères de l'Agriculture et de la Protection des consommateurs qui invitent – à une table... ronde, précédée d'une conférence. Le titre de l'événement de vendredi 10 mars a tout de même des connotations culinaires : « Que mangerons-nous demain ? » On n'y évoquera cependant pas nos plats du jour préférés, mais plutôt « les défis de la production alimentaire face à une consommation en mutation ». L'expert Olivier De Schutter, bien connu pour son engagement tiers-mondiste, introduira le sujet, qui devrait donner lieu à un débat animé avec la société civile en présence des ministres socialistes Claude Haagen et Paulette Lenert. Détails sous : gd.lu/9hSkGW

Struktureller Sexismus in unserer Kulturszene?

(woxx) - Im Rahmen der diesjährigen Kooperation mit dem Luxfilmfest präsentiert CID Fraen an Gender am 6. März um 18h30 den Film Ladybitch im Utopia. In dem mehrfach preisgekrönten Film (D 2022, deutsch mit englischen Untertiteln) werden anhand der Geschichte einer jungen Theater-schauspielerin die verschiedenen Facetten von Sexismus gegenüber Frauen in der Kulturbranche erzählt. Im Anschluss an die Vorstellung moderiert die woxx-Journalistin Isabel Spigarelli eine Podiumsdiskussion mit den beiden Regisseurinnen Marina Prados und Paula Knüpling. Um auch in Luxemburg auf dieses Thema aufmerksam zu machen, organisiert CID Fraen an Gender seit dem 20. Februar eine digitale Sensibilisierungskampagne, die sich auf anonyme Aussagen von Kulturschaffenden aus der hiesigen Szene bezieht.

ARBEIT IM EIGENEN HAUSHALT

Anerkennung ja? Geld nein?

Tessie Jakobs

Die Forderung, Sorge- und Hausarbeit zu entlohnen, wird seit jeher als antifeministisch verschrien. Aber ist sie das wirklich?

„Sie nennen es Liebe. Wir nennen es unbezahlte Arbeit“. Mit diesen Worten beginnt das 1974 veröffentlichte Manifest „Wages Against Housework“ der italienischen Feministin Silvia Federici. Sie war damit Teil der international geführten „Lohn für Hausarbeit“-Debatte der 1970er-Jahre. Dabei ging es in erster Linie nicht um finanzielle Entlohnung, sondern um die gesellschaftliche Anerkennung von Haus- und Sorgearbeit in den eigenen vier Wänden. Auch Federicis Manifest war weniger realpolitische Forderung als vielmehr ein Auflehnen gegen die in der linken Bewegung damals verbreitete Ansicht, dass das, was Arbeit von Nicht-Arbeit trenne, der Lohn sei. Zugleich ging es auch darum, die Idee, Hausarbeit sei eine inhärent weibliche Aktivität, zu problematisieren.

Bis heute gilt die in Federicis Titel formulierte Forderung selbst in feministischen Kreisen als heißes Eisen. Kommt das Thema auf, dauert es nicht lange, bis in herablassendem Ton der Begriff „Hausfrauengehalt“ fällt, ein Totschlagargument: Das Problematische daran, so die Haltung dahinter, verstehe sich von selbst. Das Szenario, das dabei heraufbeschwört wird: Frauen ziehen sich massenweise aus der Berufswelt zurück, um sich um Haushalt und Kinder zu kümmern.

Gespaltene Gemüter

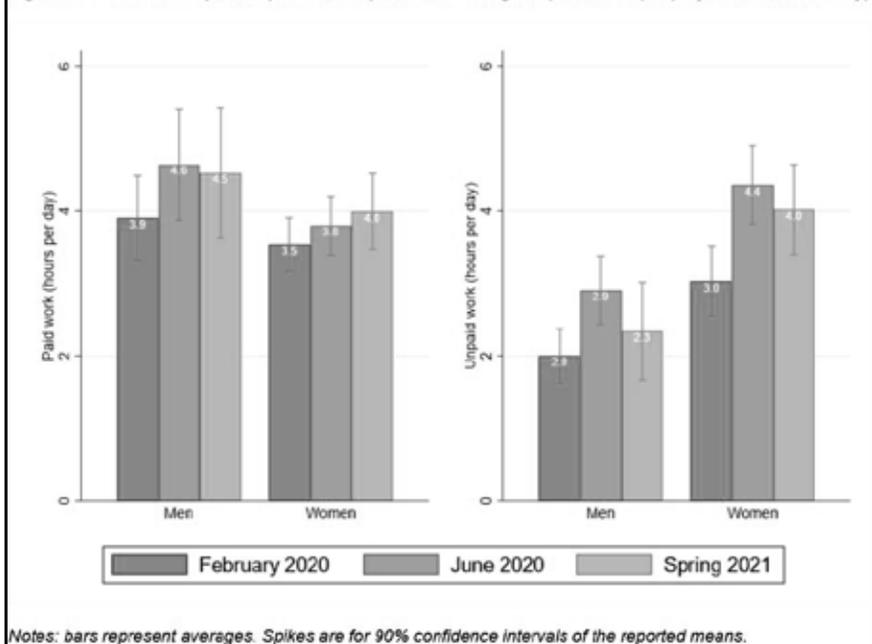
Die Anerkennung von Haus- und Sorgearbeit als Arbeit fordern Feminist*innen allerdings bis heute. Ein Blick in die entsprechenden Statistiken der letzten Jahre macht deutlich, weshalb dies im Kampf um mehr Geschlechtergerechtigkeit nach wie vor zentral bleibt. Laut der vom Forschungsinstitut Liser durchgeführten Studie „Covid 19 and Gender Equality in Luxembourg“ verbrachten im Frühjahr 2021 erwerbstätige Frauen im Schnitt vier Stunden pro Tag mit unbezahlter Haus- und Sorgearbeit, Männer dagegen nur halb so viele.

Wer innerhalb eines Haushalts putzt, Einkäufe erledigt, kocht, Urlaube bucht, Geburtstagsgeschenke organisiert, Glühbirnen ersetzt oder sich um pflegebedürftige Angehörige kümmert, hat weitreichende Folgen. Es sind nach wie vor hauptsächlich die Frauen, die ihre Arbeitszeit reduzieren, auch wenn laut dem aktuellen Quality of Work Index der Salariatskammer fast genauso viele Männer wie Frauen eine schlechte work-life-balance beklagen. Laut Stattec waren es 2018 mehr als ein Drittel der Frauen, gegenüber sechs Prozent bei den Männern. Manche verzichten sogar gänzlich auf eine berufliche Tätigkeit. Das wiederum wirkt sich negativ auf ihre Einkommen, Aufstiegschancen, Renten und somit auch die generelle Ungleichheit zwischen den Geschlechtern aus.

Über Maßnahmen, wie dieser Problematik entgegengewirkt werden kann, wird seit Jahrzehnten diskutiert. Über die Ziele – die finanzielle Unabhängigkeit von Frauen einerseits, und die geschlechtergerechte Verteilung von Haus- und Sorgearbeit andererseits – ist man sich größtenteils einig. Nur über den Weg dahin scheiden sich nach wie vor die Geister.

Der deutschen Ökonomin Uta Meier-Gräwe etwa schwebt eine „grundsätzliche Neuausrichtung der globalen Ökonomie, die Care-Arbeit als Ausgangspunkt allen wirtschaftlichen Handelns begreift, eingebettet in den verletzlichen Lebensraum Erde“ vor. Das schreibt sie im Oktober 2020 in der von der Bundeszentrale für Politische Bildung herausgegebenen Fachpublikation „Aus Politik und Zeitgeschichte“. In Anlehnung an Positionen feministischer Forscherinnen und der neuen Frauenbewegung der 1970er-Jahre unterstreicht sie, dass Unternehmen unentwegt auf nicht-kapitalistische Produktionsweisen, allen voran auf die unbezahlte Hausarbeit, zurückgreifen: „Durch die Trivialisierung und Ausblendung von Care-Arbeit geriet gesellschaftsweit vollkommen aus dem Blick, dass die vielfältigen Tätigkeiten des Sich-Kümmerns und der Fürsorge für andere nicht nur den sozialen Rahmen für die gesellschaftliche Produktion bilden, sondern dass das Aufziehen von Kindern, Sorgetätigkeiten zum Erhalt der Gesundheit und Leistungsfähigkeit von Erwachsenen, wie sie im Privaten tagtäglich erbracht werden, und nicht zuletzt die Pflege von Kranken und hilfebedürftigen Alten selbst produktive Akte darstellen, ohne die kapitalistisch verfasste Gesellschaften gar nicht überlebensfähig wären.“ Das Familienmodell, das aus einem Alleinverdiener und einer Hausfrau besteht, bilde in Ländern wie Deutschland heutzutage zwar die Ausnahme, Frauen seien dennoch meist in der Rolle der Zuverdienerin. „So bleibt für den meist

Figure 3.7: Total time spent in paid and unpaid work during the pandemic (employed individuals only)



männlichen Familienernährer weiterhin kaum Zeit für die Familie, und die meist weibliche Zuverdienerin kann sich trotz der Last, Teilzeiterwerbsarbeit und familiäre Sorgearbeit vereinbaren zu müssen, keine substanzielle Erwerbsbiografie aufbauen und fürs Alter vorsorgen“.

Meier-Gräwe ist zwar gegen einen Stundenlohn für Haus- und Sorgearbeit, fordert jedoch eine soziale Absicherung für unbezahlte Sorgearbeit. Auf die Frage, wie das Ganze finanziert werden soll, hat sie ebenfalls eine Antwort: Durch eine mit der CO₂-Steuer vergleichbare Care-Abgabe für Unternehmen.

Und in Luxemburg?

Bei den Luxemburger Parteien sind unterschiedliche Positionen anzutreffen. Sowohl die Regierungsparteien als auch déi Lénk lehnen der woxx gegenüber eine Entlohnung für die private Haus- und Sorgearbeit kategorisch ab. Stattdessen schweben ihnen andere Maßnahmen vor, um diese Arbeit geschlechtergerecht zu verteilen. Für die LSAP ist die Aufwertung der erwerbstätig organisierten Care-Arbeit eine zentrale Voraussetzung, damit auch die unbezahlte Care-Arbeit besser anerkannt wird. Die sozialistische Partei setzt zudem vor allem auf Arbeitszeitflexibilisierung, Arbeitsreduktion bei vollem Gehalt und Anreize, damit Väter verstärkt in Elternurlaub und in Teilzeitarbeit gehen.

Déi Gréng ihrerseits geben an, bestehende Instrumente, die die formale wie nicht-formale Care-Arbeit organisieren, „z.B. divers Congéen, Dispositione vun der Sécurité sociale, Abbattement am Steuerrecht“, im Sinne einer gerechteren Verteilung reformieren zu wollen. Die DP hebt in ihrer Antwort lediglich die bestehenden Regelungen in puncto Fremdbetreuung und Home-office hervor. Sie verweist zudem auf die Work-Life-Balance-Richtlinie der EU, die „nei Ännerunge mat sech brén-

gen, déi d'Chancégläichheet téschent Fraen a Männer nach weider verbessere wäert“.

Déi Lénk gehen in ihren Forderungen etwas weiter. Sie fordern unter anderem die völlige Kostenfreiheit aller Betreuungs- und Bildungsangebote, eine Anhebung des „Congé de naissance“ für den zweiten Elternteil auf drei Monate, die Aufwertung von Familienleistungen und Gehältern, öffentliche Investitionen in Infrastrukturen wie den Wohnungsbereich und die Mobilität, sowie eine generelle Arbeitszeitverkürzung. Wie die Vorschläge der Regierungsparteien sind auch die von déi Lénk fast gänzlich geschlechtsblind.

Von allen Parteien, die uns geantwortet haben, waren déi Lénk die einzigen, die argumentierten, weshalb sie einen Lohn für Hausarbeit ablehnen. Zu den Gründen zählen neben der Befürchtung, die Erwerbstätigkeit von Frauen ginge dadurch zurück auch jene, Frauen würden sich dadurch weniger am kulturellen und politischen Leben beteiligen. Déi Lénk warnt zudem vor einer Festigung von Genderstereotypen.

Die anderen Parteien, die uns geantwortet haben, stehen einer finanziellen Subventionierung von Haus- und Sorgearbeit weniger skeptisch gegenüber. Die Piratenpartei fordert die Ausbezahlung der subventionierten Gutscheine („chèques-services accueil“) für Eltern, die ihr Kind zuhause betreuen wollen. Ihre Begründung: „Den aktuelle Modell ass eng Sakgaass, an där d'Regierung de Familljen ee Liewensmodell imposéiert.“ Dieses Modell funktioniert in den Augen der Piratenpartei vor allem deshalb nicht, weil es an Betreuungsplätzen mangelnde und Strukturen wie Kitas und Maisons relais nicht an unregelmäßige Arbeitszeiten und Nachtdienst angepasst seien. In ihrer Antwort verweist die Piratenpartei zudem auf ihre Forderung eines bedingungslosen Grundeinkommens. Fokus deutet in seiner



KETUT SUBVANTO / PEXELS.COM

Antwort an die woxx nur vage an, zur Wertschätzung von „Hausarbeit, der Arbeit mit Kindern, älteren und/oder vulnerablen Personen“ beitragen zu wollen. Genauer sei jedoch erst bei der Vorstellung ihres Wahlprogramms am 18. März zu erfahren.

Wie weiter?

Auf den Widerspruch, zugleich Anerkennung für häusliche Care-Arbeit zu fordern, diese jedoch eher auszulagern als finanziell zu entlohnen, gingen weder die Regierungsparteien noch déi Lénk ein. Die Fremdbetreuung ist in diesem Zusammenhang interessant, weil sie zeigt, wie die Verfolgung des einen Ziels dem des anderen zuwiderlaufen kann: Mütter, deren Kinder fremdbetreut werden, müssen zwar selbst weniger Sorgearbeit leisten – Zeit, die sie in eine Erwerbstätigkeit investieren können – die professionelle Kinderbetreuung wird aber mehrheitlich von Frauen geleistet, wodurch sich gesellschaftliche Muster wiederum fortschreiben.

Was darüber hinaus von allen befragten Parteien ausgeblendet wird, ist, dass Haus- und Sorgearbeit bei weitem nicht nur Familien betrifft, sondern etwa auch Alleinstehende ohne Kinder.

Seit die „Wages for Housework“-Debatte der 1970er-Jahre abgeebbt ist, werden kurzfristige Maßnahmen zur Aufwertung von Sorge- und Hausarbeit im Privatleben mit reaktionären Ansichten gleichgesetzt. Wenn es aber nicht noch 100 Jahre dauern soll, bis institutionelle und private Care-Arbeit geschlechtergerecht verteilt ist, müssen Antworten auf dringende Fragen gefunden werden. Und dazu muss auch die ideologische Dimension der Problematik erkannt werden.

„Care- an Hausaarbecht sinn net Fraenaarbecht eleng, mee solle vu jidderengem gläichermoossen iwweholl ginn. Dese Prozess wäert wuel Zäit brauchen, mee paakt de Problem un der Wuerzel“, schreibt die DP in ihrer Antwort. Es ist eins von vielen Beispielen für die unterschiedlichen Positionen, die in der Debatte rund um Haus- und Sorgearbeit eingenommen werden können: Sollen politische Maßnahmen kurzfristig greifen oder vielmehr einen langfristigen gesellschaftlichen Wandel ankurbeln? Wie würde dieser Wandel aussehen? Ist er in einer kapitalistisch organisierten Gesellschaft überhaupt möglich? Und wie zielführend ist es, einen langfristigen Wandel anzustreben ohne aber die Systemfrage zu stellen?

EU-REGELN FÜR WASSERSTOFF

Wann ist Wasserstoff nachhaltig?

Joël Adami

Mitte Februar wurden die lang-ersehnten EU-Regeln für nachhaltigen Wasserstoff veröffentlicht. Das wichtige Prinzip der Zusätzlichkeit wurde zurückbehalten. Dennoch stellt das komplexe Regelwerk nicht alle zufrieden.

Nach langer Wartezeit veröffentlichte die EU-Kommission am 13. Februar endlich die neuen Regeln dafür, wann Wasserstoff als nachhaltig gilt. Das Datum kommt einem verfrühten Geschenk zum Valentinstag gleich. Doch ob dabei eher die Industrie oder die Umwelt beglückt werden sollte, ist nicht so eindeutig festzustellen. Denn das vorgeschlagene Regelwerk ist vor allem eins: kompliziert.

Als Energieträger ist Wasserstoff (H₂) in den letzten Jahren eine große Projektionsfläche für Träume und Hoffnungen gewesen. Dadurch, dass sich Wasserstoff – technisch kompliziert, aber doch – speichern und transportieren lässt, ist er eine gute Möglichkeit, Strom aus Wind-, Wasser- oder Sonnenenergie für einige Zeit zu speichern. Außerdem kann er die Basis für weitere Chemieprodukte sein: Neben synthetischen Kraftstoffen – Efuels oder Synthefuels genannt – kann man daraus auch Ammoniak oder andere Chemikalien herstellen.

So könnten zukünftig auf Basis von CO₂-frei hergestelltem Wasserstoff auch „grüne“ Düngemittel oder „grüner“ Stahl hergestellt werden. Der Einsatz in privaten Autos wird vermutlich nie passieren: Elektroautos sind wesentlich effizienter und damit billiger als Wasserstoffbrennstoffzellen-Autos. Höchstens für Oldtimer wird „grünes“ synthetisches Benzin eine sündhaft teure Option darstellen. Da viele industrielle Prozesse ohne grünen Wasserstoff nicht dekarbonisiert werden können, wird die Nachfrage nach dem Energieträger vor allem aus der chemischen und der Stahlindustrie groß sein.

Energie für Energieträger

Wasserstoff kommt in der Natur nicht ungebunden vor. Um ihn als Energieträger nutzen zu können, muss er also erst gewonnen werden. Bisher wurde er aus fossilen Energieträgern wie Kohle oder Erdgas hergestellt, wo-

bei jedoch CO₂ entsteht. Eine andere Möglichkeit ist die Elektrolyse von Wasser. Mithilfe von Strom entsteht aus Wasser in einem Elektrolyseur zum einen Wasserstoff und zum anderen Sauerstoff. Dafür ist ein hoher Energieaufwand nötig. Wenn der dafür eingesetzte Strom aus erneuerbaren Energiequellen kommt, kann der Wasserstoff als nachhaltig bezeichnet werden. Da es jedoch nicht unendlich viel erneuerbaren Strom gibt, könnte die Wasserstoffproduktion also in Konkurrenz mit dem normalen Strommarkt treten. Das würde heißen: Dreckige Gas- und Kohlekraftwerke müssten angefeuert werden, um den Stromverbrauch zu decken. Im schlechtesten Fall würde mit grünem Strom Wasserstoff produziert, während zum Beispiel effizientere Elektroautos den CO₂-intensiven Kohlestrom laden müssen.

Um solche Szenarien zu verhindern, gilt in der EU der Grundsatz der Zusätzlichkeit. Das bedeutet, dass Wasserstoff nur dann als nachhaltig gilt, wenn der Elektrolyseur mit Strom aus erneuerbaren Quellen betrieben wird, der zusätzlich hergestellt wird und nicht schon vorher zur Verfügung stand. Der Strom muss außerdem zur gleichen Zeit und im gleichen Gebiet wie der Wasserstoff produziert werden. Das gilt nicht nur für Wasserstoff selbst, sondern auch für wasserstoffbasierte Kraftstoffe oder „erneuerba-

ren Brenn- und Kraftstoffe nicht biogenen Ursprungs“ (renewable fuels of non-biological origin – RFNBOs). Mit diesem sperrigen Begriff bezeichnet die EU einerseits „grünen“ Wasserstoff, andererseits aber auch die daraus hergestellten synthetischen Kraftstoffe, mit denen in Zukunft etwa Flugzeuge möglichst CO₂-frei betrieben werden sollen.

Für RFNBOs gibt es noch eine zusätzliche Regel: Über ihren gesamten Lebenszyklus, von der Produktion bis zur Verbrennung, müssen sie mindestens 70 Prozent Treibhausgase gegenüber konventionellen Treibstoffen einsparen. Ansonsten gelten sie nicht als „erneuerbar“. Um es noch komplizierter zu machen: Wasserstoff kann ja nicht nur mittels Elektrolyse hergestellt werden, sondern auch aus Erdgas. Und was ist mit Wasserstoff, der aus Biogas gewonnen wird? Der gilt nicht als RFNBO, sondern fällt laut EU-Regeln unter die Definition von „Biomasse-Brennstoffe“.

Zusätzlichkeitsgrundsatz ab 2028

Wer also jetzt ins Wasserstoff-Business einsteigen will, muss sich eine sonnige, eine windige oder eine wasserreiche Gegend Europas suchen. Dort baut man einen Elektrolyseur und eine Photovoltaik-, Wind- oder Wasserkraftanlage. Mit so einer Kombination wäre man zu hundert Pro-

zent sicher, dass der Wasserstoff den Zusätzlichkeitsgrundsatz erfüllt. Doch es gibt auch die Möglichkeit, diesen Grundsatz ohne neue Energieproduktion zu erfüllen. In Gegenden, in denen der Strommix zu 90 Prozent aus erneuerbaren Energien gespeist wird, reicht es, einen erneuerbaren Strombezugsvertrag vorweisen zu können, um nachhaltigen Wasserstoff produzieren zu können. Dennoch darf der Elektrolyseur nur zu solchen Zeiten laufen, in denen der erneuerbare Strom nicht knapp und teuer ist. Die Logik dahinter: In Gegenden, in denen bereits mehr erneuerbarer Strom produziert als nachgefragt wird, kann mit dem „überschüssigen“ Strom problemlos Wasserstoff produziert werden. Dies soll stundengenau abgerechnet werden. Das, um zu verhindern, dass ein Elektrolyseur etwa nachts betrieben wird, wenn gar kein Solarstrom vorhanden ist.

Laut dem „Repower EU“-Plan sollen ab 2030 jährlich 10 Millionen Tonnen RFNBOs in der EU erzeugt werden. Der dafür benötigte Strom entspricht 14 Prozent des heutigen Stromverbrauchs in der gesamten Union, etwa 500 Terawattstunden. Um diese gewaltigen Kapazitäten möglichst rasch aufbauen zu können, will die EU-Kommission in der Anfangsphase nicht so stark auf den Zusätzlichkeitsgrundsatz pochen. Bis zum 1. Januar 2028 gilt nämlich eine Einführungsphase.

Während dieser Einführungsphase gilt die Abrechnung auf Monatsbasis und nicht wie später auf Stundenbasis. Solange sie innerhalb eines Monats nur so viel Wasserstoff produzieren, wie erneuerbare Energien zur Verfügung stehen, gilt der Wasserstoff als nachhaltig. Das heißt: Der Elektrolyseur darf zu jeder Tageszeit laufen und kann auch durch fossile Energien betrieben werden. Zumindest bis 2028. Laut der EU-Kommission sollen so in der Frühphase der Wasserstoffindustrie konstante Liefermengen gewährleistet werden.

Der europäische Lobbyverband der Wasserstoffindustrie, Hydrogen Europe, begrüßte die Veröffentlichung der Regeln. So ganz zufrieden ist man jedoch nicht: Es habe zu lange gedauert und die strengen EU-Regeln mit dem Zusätzlichkeitsgrundsatz würden die Produktion von nachhaltigem



Wo ist der Einsatz von „grünem“ Wasserstoff sinnvoll, und wo ist es besser, auf Alternativen wie Elektroantriebe zu setzen? Diese Grafik gibt einen Überblick.

GRAFIK: CC-BY GREGOR HAGEDORN, WOLF-PETER SCHILL & MARTIN KITTEL, BASED ON MICHAEL LIEBREICH/LIEBREICH ASSOCIATES, CLEAN HYDROGEN LADDER, VERSION 4.1, 2021. CONCEPT CREDIT: ADRIAN HIEL, ENERGY CITIES

Sieht nicht besonders beeindruckend aus, ist aber ein Teil der Zukunft: Ein 2 MW-Wasserstoffelektrolyseur. Laut dem Konstrukteur lassen sich damit 270 bis 800 Kilo Wasserstoff am Tag herstellen.



FOTO: CC-BY-SA BUBBLE60/WIKIMEDIA

Wasserstoff in Europa teuer machen und die Expansion bremsen. Die Regierungen müssten nun die Preisschere zwischen konventionellem und erneuerbar produziertem Wasserstoff verkleinern – sprich Subventionen auszahlen. „Eine bei Weitem nicht perfekte Verordnung ist besser als gar keine Verordnung. Endlich gibt es Klarheit für Industrie und Investoren, und Europa kann den Markt für erneuerbaren Wasserstoff in Gang bringen“ wird Jorgo Chatzimarkakis, der CEO von Hydrogen Europe, in der Pressemitteilung zitiert. Man hoffe darauf, dass die EU-Kommission die Stundenregelung vor ihrer Einführung 2030 noch einmal gründlich überprüfe.

Fast alle zufrieden

„Der Luxemburger Regierung ist es wichtig, dass diese Methodologie und die Regeln nach langem Warten endlich angepasst wurden und begrüßt es, dass Übergangsphasen vorgesehen sind, sodass die Regeln Schritt für Schritt angewandt werden“, so ein Sprecher des Energieministeriums gegenüber der woxx. Die Regierung weist darauf hin, dass die EU-Kommission das eigentlich schon bis Ende 2021 hätte tun müssen: „Projektentwickler haben diesen Mangel viel kritisiert, weil dadurch keine Planungssicherheit gegeben war.“

Auch die NGO Transport and Environment freut sich, dass die Regeln nun endlich publiziert wurden. In ihrer Pressemitteilung zitiert sie Geert Decock: „Die EU hat Klarheit darüber geschaffen, was Wasserstoff grün macht und was nicht. Dies wird Investitionen in Wasserstoff und E-Kraftstoffe ankurbeln, die für die Dekarbonisierung unserer Schiffe, Flugzeuge und Schwerindustrie entscheidend sind. Indem die Kommission die Erzeugung von grünem Wasserstoff mit zusätzlichen Kapazitäten aus erneuerbaren Energien koppelt, vermeidet sie die potenziell katastrophalen Folgen, die sich aus der Schaffung einer neuen Nachfrage für das bereits begrenzte Angebot an erneuerbarem Strom ergeben könnten.“ Kritik äußerte die NGO jedoch an der Möglichkeit, dass Wasserstoff-Projekte, die vor 2028 starten, Strom aus Kohle und Gas für die Elektrolyse benutzen können.

Nicht alle teilen den Optimismus der Industrie und mancher NGOs. Bei der NGO Global Witness, die sich vor allem mit Ressourcenabbau und Menschenrechten beschäftigt, ist man sehr negativ gegenüber den Regeln der EU-Kommission eingestellt: „Der Plan der Europäischen Kommission, sogenannten ‚grünen‘ Wasserstoff mit Strom aus fossilen Gas- oder Kohlekraftwerken herzustellen, ist sicherlich der Goldstandard des Greenwashings“, so Dominic Eagleton, Gasexperte der NGO in einer Pressemitteilung.

Regionen, in denen der Strommix heute bereits besonders CO₂-arm ist, sind also prädestiniert dafür, Wasserstoff zu produzieren. Das betrifft allerdings nicht nur Gegenden, in denen es viele Sonnenstunden gibt oder der Wind besonders häufig bläst – Gegenden oder Länder mit einem hohen Atomstromanteil im Energiemix können nämlich ebenfalls von der EU-Regel profitieren. Dies betrifft besonders Frankreich und Schweden. Im Luxemburger Energieministerium sorgt man sich hierüber jedoch wenig: „Konkret geht es um den Artikel 4§2, in dem die Möglichkeit vorgesehen ist, Netzstrom zum Betreiben eines Elektrolyseurs zu nehmen, wenn die CO₂-Intensität des Strommixes unter einer bestimmten Schwelle liegt. Dann kann man vom Zusatzlichkeitsprinzip befreit werden. Allerdings heißt das nicht, dass dadurch immer mehr Atomstrom benutzt werden kann, um Wasserstoff herzustellen, weil die Anlagenbetreiber trotzdem erneuerbaren Strom

über die sogenannten Power Purchase Agreements beziehen müssen.“ Außerdem, so der Sprecher des Energieministeriums weiter, gelten die gleichen zeitlichen und geografischen Bestimmungen.

Woher nehmen, wenn nicht importieren?

Da Luxemburg bisher auf Stromimporte angewiesen ist und der Ausbau der erneuerbaren Energie eher langsam vorangeht, ist es unrealistisch, dass sich hierzulande eine Wasserstoffproduktion ansiedelt. Im benachbarten Grand-Est könnte die Situation aufgrund der neuen EU-Regeln jedoch anders sein. „In der Region Grand-Est könnten, sobald der nationale Strommix in Frankreich unter der Schwelle von 18 Gramm CO₂-Äquivalent pro Megajoule liegt, Projekte geplant werden, die den neuen EU-Regeln folgen, das heißt die ihren erneuerbaren Strom über Power Purchase Agreements beziehen müssen“, hieß es aus dem Energieministerium gegenüber der woxx auf die Frage, ob die neue Regelung Projekte in der Großregion beeinflussen könnte.

Der Wasserstoff muss jedoch gar nicht aus Europa kommen. Bereits heute tüfteln jene Firmen, die mit dem Verkauf von Erdöl – und somit der Schaffung der Klimakrise – groß und reich geworden sind, an Projekten in Afrika. So kündigte Total im September 2022 an, gemeinsam mit der Charriot in Mauretanien einen 10 Gigawatt

Elektrolyseur bauen zu wollen. Der nachhaltige Wasserstoff ist für den Export nach Europa vorgesehen. Die EU-Regeln dafür, was als nachhaltiger Wasserstoff gilt, gelten prinzipiell auch für Importe aus Drittländern. Allerdings soll dort die Zertifizierung, die die EU vorsieht, auf einem freiwilligen System basieren. Grundsätzlich stellt sich ohnehin die Frage, ob es nicht sinnvoller ist, in afrikanischen Ländern zuerst die Stromversorgung auf erneuerbare Energien umzustellen, bevor man „zusätzliche“ Kapazitäten für die Produktion von Wasserstoff errichtet.

Auch im Rahmen der Luxemburger Wasserstoffstrategie ist ein Projekt in Afrika vorgesehen: Das Energieministerium hat die Entwicklungsagentur LuxDev damit beauftragt, eine Machbarkeitsstudie für die Wasserstoffproduktion auf Cabo Verde durchzuführen. Seit November 2021 läuft die Studie, die sich die Luxemburger Regierung 350.000 Euro hat kosten lassen. Erste Ergebnisse werden im dritten Quartal 2023 erwartet.

Die strengen Regeln der EU-Kommission müssen jetzt noch von Parlament und Rat abgesegnet werden. Da es bei einem „delegierten Rechtsakt“ keine Möglichkeit gibt, den Text noch zu verändern, ist damit zu rechnen, dass er in der jetzigen Form angenommen wird. Durch den Fakt, dass die strengeren Regeln erst 2028 in Kraft treten, könnte es zu einer Art Goldrausch im Wasserstoffsektor kommen.

EKONOMI

ÉCONOMIE ET DROITS HUMAINS

L'État est un cordonnier mal chaussé

Fabien Grasser

Ce n'est pas le zéro pointé mais ça y ressemble : sur 27 établissements publics et entreprises détenues par l'État, 18 ne prennent pas en compte les droits humains dans l'exercice de leurs activités. Établi par l'ASTM trois ans après l'entrée en vigueur d'un plan national, ce bilan contredit les engagements du gouvernement, qui voulait rendre ces sociétés exemplaires en la matière.

Les bonnes intentions d'abord : il y a trois ans, le gouvernement lançait le Plan d'action national sur les entreprises et droits humains (PAN) pour la période 2020 à 2022. Charité bien ordonnée commençant par soi-même, il s'était engagé à faire des établissements publics et des entreprises dont l'État est l'actionnaire majoritaire ou principal des modèles en matière de devoir de vigilance. « Afin de donner le bon exemple, le gouvernement invite les entreprises dans lesquelles il détient une participation majoritaire à prendre les décisions nécessaires pour mettre en place une diligence raisonnable et faire respecter les droits humains dans leurs activités économiques », avait déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, lors du lancement du plan.

Le chef de la diplomatie luxembourgeoise entendait ainsi conformer ces sociétés à l'une des exigences des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PDNU), adoptés en 2011. Ceux-ci stipulent notamment que les « États devraient prendre des mesures plus rigoureuses pour exercer une protec-

tion contre les violations des droits de l'homme commises par des entreprises qui leur appartiennent ou sont contrôlées par eux ».

Concrètement, les entreprises doivent évaluer et prévenir les risques de leurs activités sur les droits humains, remédier aux éventuelles violations et permettre aux victimes d'introduire des recours juridiques dans le pays où est domicilié le siège de la société. La problématique est plus souvent associée à des multinationales privées, aux activités risquées et dont la chaîne de valeur s'appuie sur une multitude de fournisseurs et sous-traitants dans le monde. C'est par exemple le cas du secteur minier, l'industrie extractive étant régulièrement pointée pour les mauvais traitements réservés aux populations locales et les dégâts environnementaux qu'elle engendre. La multinationale luxembourgeoise Ternium, récemment accusée par des ONG pour sa responsabilité dans la disparition de deux militants au Mexique, illustre ces cas médiatisés et parfois tragiques (woxx 1722).

Pas de révélation mais des mauvaises notes

Mais qu'en est-il du danger de violations des droits humains par des entreprises liées à l'État luxembourgeois, telles que les CFL, Post, la Banque centrale ou encore le Fonds du logement ? « Ces entreprises n'échappent pas à la mondialisation, elles opèrent de plus en plus à l'international et travaillent dans des secteurs dont certains comportent des risques », argumente Antoniya Argirova, responsable plaidoyer chez l'ASTM et co-auteurice de

l'étude. L'ONG a effectué un bilan des engagements pris par ces entreprises sur les droits humains, alors que le plan d'action du gouvernement est arrivé à échéance fin 2022.

Si l'on voit bien comment des sociétés comme Cargolux ou le Forestry and Climate Change Fund s'étendent à l'étranger, cela paraît moins évident pour le Fonds Belval ou la Nordstad Entwicklungsgesellschaft, aux activités très locales et pourtant listées comme entreprises à risque. « Il y a l'origine des matériaux utilisés dans la construction ou encore le travail clandestin qui peuvent poser problème », détaille Nadine Haas, chargée de recherches à l'ASTM.

« Mettre le focus sur ces entités publiques est important car elles se doivent d'être exemplaires, ne serait-ce que parce que les États ont une obligation légale de protéger les droits humains en vertu du droit international. Ensuite, il s'agit d'une question de crédibilité vis-à-vis du privé auquel le gouvernement va demander de se conformer au devoir de vigilance », soutient Antoniya Argirova.

Trois ans plus tard, l'engagement sur les droits humains des entreprises liées à l'État est « très insuffisant », affirme l'ASTM dans son étude présentée mardi 28 février, au cours d'une conférence de presse. Autant baliser le terrain d'entrée, l'ONG ne fait aucune révélation tonitruante sur des actes graves liés à l'une de ces sociétés. Ce n'est au demeurant pas l'objectif poursuivi : « L'étude se base uniquement sur des documents publics portant sur l'engagement politique des entreprises à respecter les droits humains, à poursuivre une dili-

Entreprise	Score (sur 24 points)	%
Forestry and Climate Change Fund (FCCF)	10	41,7%
Cargolux	5,5	22,9%
Office du Ducroire (ODL)	5	20,8%
Luxair	2,5	10,4%
Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF)	2	8,3%
Post	1,5	6,2%
CFL	0,5	2%
LuxConnect	0,5	2%
Nordstad Entwicklungsgesellschaft	0,5	2%
Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne	0	0%
Banque Centrale du Luxembourg	0	0%
Fonds Belval	0	0%
Fonds Kirchberg	0	0%
Fonds du Logement	0	0%
Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg	0	0%
Lux-Airport	0	0%
Luxembourg Congrès	0	0%
LuxSE	0	0%
LuxTram	0	0%
LuxTrust	0	0%
Port de Merttert	0	0%
Société nationale de circulation automobile	0	0%
Société nationale de crédit et d'investissement	0	0%
Société nationale des habitations à bon marché	0	0%
Spuerkeess	0	0%
Technoport	0	0%
WSA	0	0%



La Spuerkeess fait partie des mauvais élèves alors qu'elle est active dans la finance, un secteur jugé à risque en matière de droits humains.

gence raisonnable et sur les voies de recours pour les victimes », précise Nadine Haas.

Dans son évaluation, l'ONG s'est d'abord référée aux secteurs à risque définis par le gouvernement pour sélectionner 10 établissements publics et 17 entreprises privées dont l'État est l'actionnaire majoritaire ou principal. Elles sont actives dans les secteurs de la finance, de l'IT, de la logistique et de la construction. Pour affiner les résultats, l'ASTM a eu recours à une méthodologie mise au point par la World Benchmarking Alliance, permettant une comparaison entre entreprises sur la durée. Chaque société a finalement été notée sur 24 points.

Le résultat est affligeant au vu des notes obtenues, et l'invitation à l'exemplarité lancée par le ministre des Affaires étrangères est restée quasi lettre morte. Aucune des entreprises

passées à la loupe n'obtient « ne serait-ce que la moitié des points à attribuer », déplore l'ASTM. « Dix-huit des 27 entités analysées n'ont publié aucun document faisant référence à la prise en compte des droits humains dans leurs activités », poursuit l'ONG. Le Forestry and Climate Change Fund, un fond à impact, se détache cependant dans ce classement, ce qui lui vaut d'être étiqueté comme « précurseur » par l'ONG (voir tableau ci-contre). Il est suivi par Cargolux et l'Office du Ducroire Luxembourg, classés « intermédiaires ». Six entreprises sont ensuite classées « débutantes », dont Luxair, Post et CFL, pour citer les plus connues.

Une longue liste de cancrs

Et puis il y a la longue liste des cancrs, gentiment étiquetés « retardataires » par l'ONG : 18 établissements

publics et entreprises parmi lesquels l'étude signale LuxSE (la bourse) et la Spuerkeess. Deux opérateurs du secteur de la finance, « qui ont bien des déclarations d'engagement en matière de durabilité, mais uniquement en relation avec des aspects climatiques ou environnementaux sans faire référence aux droits humains ».

« Nous avons contacté l'ensemble des 27 entreprises mais seulement 5 ont réagi », rapporte Nadine Haas. Certaines ont pris l'engagement de changer leur politique, à l'image de LuxSE. « La plupart sont peu conscientes de leur responsabilité, de l'impact que leurs activités peuvent avoir sur les droits humains, elles ont parfois du mal à saisir la problématique », relève la chargée de recherches. Pas de malveillance a priori, mais plutôt une absence d'intérêt, sinon une indifférence, à la question.

Et maintenant, que faire ? Cent fois tu remettras l'ouvrage sur le métier : il est insuffisant de compter sur la bonne volonté des entreprises, ont répété les autrices de l'étude, mardi. « Il faut passer par des mesures contraignantes et rendre le devoir de vigilance obligatoire pour les entreprises liées à l'État », a appuyé Antoniya Argirova. « Un tel engagement devrait être inclus dans le futur accord de coalition » qui verra le jour après les législatives d'octobre, a-t-elle encore suggéré. En attendant, l'ONG demande aux entreprises ciblées par l'étude de changer leur vision du risque, de se familiariser avec la question des droits humains et de se montrer plus transparentes en communiquant sur les mesures prises pour prévenir les violations.

Plus largement, l'ASTM et 15 autres ONG réunies au sein d'une coalition pour un devoir de vigilance revendiquent l'adoption d'une loi nationale obligeant toutes les entreprises à prendre en compte les conséquences de leurs activités sur les droits humains. Une telle initiative est soutenue par 92 % de l'opinion publique, rappelle l'ONG en citant les résultats d'un sondage publié en décembre 2020. Face à l'hostilité des milieux patronaux, le gouvernement tempore et renvoie à la future transposition en droit national d'une directive européenne à venir. Celle-ci est en cours d'élaboration et n'entrera pas en vigueur avant plusieurs années. L'exemplarité attendra donc encore.

Ouganda : les ONG déboutées face à TotalEnergies

Le tribunal de Paris a jugé irrecevables les demandes de six ONG qui avaient assigné TotalEnergies en justice au titre du devoir de vigilance. Les Amis de la Terre, Survie et quatre ONG ougandaises demandaient la suspension des projets controversés Tilenga, dont un tiers des forages pétroliers se feraient dans le parc naturel des Murchison Falls en Ouganda, et EACOP, le plus long oléoduc chauffé au monde (1.500 km), à travers la Tanzanie et des aires protégées. Le tribunal n'a pas jugé l'affaire sur le fond mais a débouté les associations sur la forme, estimant qu'elles n'avaient pas respecté la procédure : lors de l'audience, en décembre, elles avaient présenté des demandes et griefs « substantiellement différents » de ceux mis en avant lors de la mise en demeure en 2019. Les ONG contestent avoir modifié leurs demandes,

affirmant qu'elles « n'ont fait que les préciser et consolider leur argumentaire avec plus de 200 documents de preuves à l'appui », a réagi Juliette Renaud, une responsable des Amis de la Terre, face aux médias français. Les ONG ont indiqué qu'elles étudient la possibilité de faire appel de cette décision.

La société civile accuse la multinationale française d'acaparement de terres, de compensations insuffisantes pour les agriculteurs-trices expulsés-es et d'intimidations à l'encontre de défenseurs-euses des droits. Outre leur impact négatif immédiat sur l'environnement, les projets Tilenga et EACOP sont également considérés comme des « bombes climatiques », incompatibles avec les objectifs de l'accord de Paris.

GESUNDHEIT

GESUNDHEITSSYSTEM

Mad World

Isabel Spigarelli

Seit einem Monat übernimmt die Gesundheitskasse in Luxemburg einen Teil der Kosten für Psychotherapie, doch ändert das etwas am Stellenwert mentaler Krankheiten im Gesundheitssystem? Ein Gespräch mit Betroffenen und Expert*innen.

Lisa* hat ihr Universitätsstudium in der Regelstudienzeit absolviert und nach dem Abschluss gleich einen Job gefunden. In den letzten Jahren machte sie beruflich und privat viel durch, jetzt leidet sie unter Burn-Out. Ihr Hausarzt schrieb Lisa zwei Monate krank, ehe er ihr zu einer „Reprise progressive du travail pour des raisons thérapeutiques“ (RPTRT) riet. Diese Maßnahme ersetzt seit 2019 die Teilzeitbeschäftigung zur Genesung, in deren Rahmen die Kosten von den Arbeitgeber*innen übernommen wurden. Heute ist die schrittweise Wiederaufnahme der Arbeit mit der Arbeitsunfähigkeit gleichgestellt und wird von der Krankenkasse finanziert, mit dem Ziel, den Betroffenen mehr Flexibilität zu geben. Lisas Psychotherapeutin bekräftigte sie darin, den Schritt zu gehen. Sie einigte sich mit ihren Arbeitgeber*innen, die mit Verständnis auf ihre Situation reagierten, auf ein Arbeitspensum und peilte drei Monate bis zur Wiederaufnahme ihrer Vollzeitstelle an. Die Krankenkasse bewilligte den Antrag.

Das war zu Jahresbeginn, inzwischen sucht Lisa mit ihren Arbeitgeber*innen intern nach anderen Lösungen, wie etwa einer Teilzeitstelle oder unbezahltem Urlaub. Grund dafür ist der „Contrôle médical de la sécurité sociale“ (CMSS): Lisa fühlt sich vom Kontrolldienst derart schikaniert, dass sie finanzielle Einbußen in Kauf nimmt, um weitere Auseinandersetzungen zu umgehen. Die behandelnde Ärztin belächelte sie bei ihrem letzten Termin für ihre reduzierten Arbeitsstunden. Sie warf ihr an den Kopf, die progressive Wieder-

aufnahme dürfe sich nur über einen Monat erstrecken und sei außerdem für ernstere Pathologien gedacht als Burn-Out. Lisa müsse sich zwischen Arbeit und Erwerbslosigkeit entscheiden, solle Antidepressiva schlucken und wieder ranklotzen.

Das steht im Gegensatz zu dem was Catherine Richard, Präsidentin der Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché du Luxembourg (Fapsylux), im Gespräch mit der woxx zur progressiven Wiederaufnahme sagt. Sie hält es für unsinnig, den Menschen Druck zu machen. „Das widerspricht dem Ziel der Maßnahme, denn es geht darum, langsam seinen eigenen Rhythmus zu finden“, erklärt sie. „Ich beobachte oft, dass Personen mit Burn-Out sich nicht die Zeit geben, ihre Verhaltensmuster nachhaltig anzupassen – nach einer Weile befinden sie sich dann in derselben Situation wie zu Beginn der Erkrankung.“

Auf Nachfrage der woxx beim Ministerium für Soziale Sicherheit wird zudem deutlich, dass es sich bei den Aussagen der Kontrollärztin um Falschinformationen handelt. Die progressive Wiederaufnahme richtet sich an alle Personen, die aufgrund einer Pathologie, die in der „Internationalen statistischen Klassifikation der Krankheiten und verwandter Gesundheitsprobleme“ (ICD10) verzeichnet ist, krankgeschrieben sind. Mit dem Grad der Erkrankung hat das also nichts zu tun. Zwar gibt es eine Maximaldauer, in der die Wiederaufnahme vollzogen werden soll, allerdings beträgt diese nicht einen Monat, sondern 74 Wochen. Wer eine Wiederaufnahme beantragen will, muss in den zwölf Wochen zuvor mindestens einen Monat krankgeschrieben gewesen sein. Letztes Jahr wurden 1.016 Erstanträge – und somit 53 mehr als noch 2021 – auf eine solche progressive Wiederaufnahme gestellt. Davon wurden 95 abgelehnt, im Vorjahr wa-

ren es 163. Wann genau die Betroffenen ihrer Arbeit wieder zu hundert Prozent nachgehen, können sie selbst, die behandelnden Ärzt*innen und der Kontrolldienst beschließen. Bis dahin entscheiden sie in Rücksprache mit ihren Vorgesetzten über ihre täglichen Arbeitsstunden, konkrete Vorgaben gibt es nicht.

„Ich sehe ein, dass die Kontrollmediziner*innen darauf getrimmt sind, das Beste für die Gesundheitskasse herauszuholen. Nur ist das oft nicht im Sinne der Patient*innen.“

„Ein Gespräch war unmöglich. Ich wurde ständig unterbrochen“, berichtet Lisa weiter von ihrem Beratungsgespräch. „Die Ärztin hat nebenbei einen Telefonanruf entgegengenommen, während ich ihre Frage nach Suizidgedanken beantworten sollte. Nach dem Auflegen hat sie gleich die nächste Frage hinterhergeschoben.“ Anschließend verlangte sie Informationen zu Lisas allgemeinem Gesundheitszustand und zu laufenden Behandlungen, die nichts mit dem Burn-Out zu tun haben. Auch das ist nicht erlaubt. Die Pressestelle des Ministeriums verweist hierzu auf eine Stelle aus dem Code de la sécurité sociale: „Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s’immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n’est que sur la demande expresse du malade qu’ils formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement.“

Lisa bezeichnet die Zeit nach dem Termin als Rückschlag, empfindet den psychischen Stress durch die Erfahrung mit dem Kontrolldienst zu

diesem Zeitpunkt als schlimmer, als der Burn-Out selbst. „Jede Angst, die ich vor dem Termin hatte, wurde bestätigt“, sagt sie. Am Ende habe ihr die Kontrollärztin klar gemacht, sie sei beim „Contrôle médical“ an der falschen Adresse und müsse zur „Médecine du travail“. „Die Person, die sich in einer RPTRT befindet, wird vom Kontrolldienst begleitet und die Möglichkeit der progressiven Aufnahme wird von Termin zu Termin neu evaluiert, dies im Hinblick auf den Gesundheitszustand“, so hingegen das Ministerium für soziale Sicherheit. Gemäß Artikel L.325-2 des Arbeitsrechts dürfe „ein Arbeitsmediziner nicht im Rahmen einer Krankschreibung intervenieren“. Da die RPTRT mit der Arbeitsunfähigkeit gleichgestellt ist, sind die Arbeitsmediziner*innen demnach nicht zuständig für die Betroffenen.

Dies ist also erst der Fall, wenn der Kontrolldienst die progressive Wiederaufnahme beendet. Danach ist ein Besuch bei der Arbeitsmedizin möglich – und kann fatale Folgen für die Betroffenen haben. Werden sie dort nämlich als arbeitsunfähig (inapte) erklärt, schafft das eine legale Basis für eine ordentliche Kündigung. Entscheiden die Arbeitsmediziner*innen, dass die Person zwar ihre derzeitige Stelle nicht mehr ausfüllen kann, dafür aber noch erwerbsfähig (apte) ist, folgt die Anrufung der Commission mixte des Kontrolldienstes der Sozialversicherung. Diese entscheidet über die betriebsinterne oder externe berufliche Wiedereingliederung der Versicherten.

Rachel Brixius, Gründerin der Internetplattform „LetzBeAware“ rund um das Thema mentale Erkrankungen, weiß von vielen Betroffenen, die von all dem überfordert sind. „Entweder die Betroffenen haben Angst, zur Arbeit gezwungen zu werden, obwohl ihre Erkrankung es zu dem Zeitpunkt nicht erlaubt, oder sie fürchten sich davor, als arbeitsunfähig deklariert

Der Kontrolldienst der Krankenkasse ist laut Expert*innen vor allem bemüht, Geld einzusparen – auch, wenn es um mentale Krankheiten geht.



COPYRIGHT: MIKE LAWRENCE, CC BY 2.0

zu werden, obschon sie ihrem Beruf weiter nachgehen möchten“, fasst sie zusammen. „Im ersten Fall kommt es nicht selten vor, dass die Betroffenen aufgrund dieser Sackgasse suizidale Gedanken oder entsprechende Tendenzen entwickeln.“ Andere Menschen fühlten sich gedrängt, ihren Job zu kündigen, weil sie trotz ihrer Diagnose von Psychiater*innen zurück in die Arbeit geschickt werden. Dies betrifft teils auch Arbeitnehmer*innen mit körperlichen Beschwerden. Mit welchen finanziellen Notlagen und langen Wartezeiten die beschriebenen Prozesse einhergehen, darüber berichtete die woxx bereits mehrfach (woxx 1547, woxx 1405).

In diesen Artikeln war der schroffe Umgang insbesondere des Kontrolldienstes mit den Versicherten und ihren behandelnden Ärzt*innen ebenfalls schon Thema. Damals wies Gérard Holbach, „médecin-directeur“ beim CMSS, alle Vorwürfe von sich: „Der Kontrolldienst hat weder mit den untersuchten Patienten noch mit dem medizinischen Personal einen schlechten beziehungsweise strengen Umgang. Dass die Patienten in manchen Fällen mit dem Avis des Kontrolldienstes unzufrieden sind, liegt in der Natur der Sache.“ Das widersprach damals wie heute den Recherchen der woxx. Dem jüngsten Aufruf der woxx an Betroffene mentaler Krankheiten, von ihren Erfahrungen mit der CMSS zu berichten, folgten innerhalb weniger Stunden zahlreiche Menschen, die wenigsten Erlebnisse waren positiv. Im Gegenteil: Oft war die Rede von Panik, Unverständnis seitens der Kontrollärzt*innen, mentalen Zusammenbrüchen bis hin zu Suizidgedanken nach den Terminen.

„Ich sehe ein, dass die Kontrollmediziner*innen darauf getrimmt sind, das Beste für die Krankenkasse herauszuholen“, so dazu Fapsylux-Präsidentin Richard. „Nur ist das oft nicht im Sinne der

Patient*innen. „Es geht um Geld, nicht um das Wohlbefinden der Betroffenen.“ Deren Gesundheitszustand würde oft nicht ernst genommen, was teils auch daran liege, dass einige versuchen würden, ihren Zustand zu beschönigen und beispielsweise ihren Burn-Out als weniger akut darzustellen, als in Wirklichkeit der Fall. Dies hänge nicht zuletzt mit der gesellschaftlichen Haltung gegenüber mentalen Erkrankungen zusammen: Hier fehle es immer noch an Akzeptanz.

„Viele Betroffene schämen sich dafür, dass sie eine Therapie gemacht haben oder befürchten, dass eine Lücke im Lebenslauf sie in Erklärungsnot bringen wird“, so Catherine Richard. „In vielen Köpfen dominiert die Annahme ‚Wer einmal eine Psychotherapie gemacht hat, ist für immer psychisch krank‘. Ich rate den Betroffenen, sie sollen ehrlich sein, die Dramatik ihrer Situation zum Ausdruck bringen“, sagt Richard. „Davon abgesehen sollten die Kontrollmediziner*innen darauf vertrauen, dass es seine Berechtigung hat, wenn die behandelnden Ärzt*innen die Patient*innen aufgrund mentaler Erkrankungen krankschreiben.“ Dies geschehe nicht, um jemandem einen Gefallen zu tun. „Es braucht mehr Vertrauen zwischen den medizinischen Instanzen“, so die Verbandsvorsitzende.

Ein solches Vertrauen ist auch deshalb wichtig, weil die behandelnden Kontrollärzt*innen nicht zwangsläufig Spezialist*innen für die jeweilige Pathologie sind, mit der die Versicherten vorstellig werden. Im CMSS arbeiten derzeit 37 Mediziner*innen, davon vier Psychotherapeut*innen und zwei Psycholog*innen. Zwar gibt es einen psychologischen Dienst der CMSS, doch ist dies nicht die erste Instanz, mit der die Versicherten in Kontakt kommen und auch nicht die Stelle, die endgültig über die Arbeitsfähigkeit der Versicherten urteilen darf. Sie ist vielmehr eine Beratungsinstanz für den CMSS.

Für Rachel Brixius von „LetzBe-Aware“ ist es unverständlich, dass Ärzt*innen, die keine Spezialist*innen für mentale Erkrankungen sind, sich im Zweifelsfall über die Diagnose von behandelnden Expert*innen hinwegsetzen können. Das Ministerium für Soziale Sicherheit erklärt hierzu: „Auf dem Attest könnte beispielsweise eine Fraktur als Ursache angegeben sein, aber nicht präzisiert werden, ob es sich um einen Fuß- oder einen Hüftbruch handelt. Zusätzlich kann neben einer psychischen Erkrankung ja auch noch eine körperliche Pathologie vorliegen.“ Falls der Rat von Fachärzt*innen nötig sei, könnten die Kontrollärzt*innen diesen „natürlich“ beantragen.

„In Bezug auf die Kostenrückerstattung der Psychotherapie kann ich nur sagen: Jetzt liegt das Kind im Brunnen“

Einige der Betroffenen mentaler Krankheiten, die sich der woxx gegenüber zum Thema geäußert haben, verlangen hingegen andere Kontrollinstanzen für derartige Erkrankungen, und Alternativen zum bestehenden System. „Ein Gips am Bein ist ein offensichtlicher Indikator für den Gesundheitszustand, da weiß man: nach sechs, acht Wochen ist das verheilt, dann funktioniert der Mensch wieder“, schreibt eine Betroffene, die anonym bleiben möchte. „Bei mentalen Erkrankungen ist das nicht so, man sieht nicht hinter die Stirn, weiß nicht, wie lange die Genesung dauert. Kontrollbesuche sind Stress pur, auch weil der Termin vielleicht an einem Tag stattfindet, an dem der Kopf ausnahmsweise fast fehlerfrei funktioniert.“

Im Austausch mit Betroffenen kamen weitere Aspekte zur Sprache, die sich eher auf gesamtgesellschaftliche Phänomene beziehen. Es fehle an einer zentralen Beratungs- und Koordinierungsstelle für psychische Belastungsstörungen in der Arbeitswelt und an gezieltem Coaching bei Konflikten auf dem Arbeitsplatz. Auch benötige es mehr Ursachenforschung in Luxemburg, denn das Verhältnis zwischen Wohlstand und dem Vorkommen mentaler Erkrankungen sei nicht stimmig. Es herrsche ein unglaublicher Druck im System, man müsse aus diesem Leistungs- und Wachstumsdilemma ausbrechen. Die Gesellschaft müsse mentalen Erkrankungen, wie etwa Psychosen, mit mehr Offenheit begegnen und sich stärker mit Betroffenen und ihren Lebenssituationen, mit ihrem Umfeld beschäftigen. Es brauche Arbeits- und Wohnstrukturen für Menschen mit mentalen Erkrankungen, wo diese trotz geminderter Leistungsfähigkeit einbringen könnten. Wenn es immer nur um die Durchsetzung von Macht gehe, mache das die Menschen krank. Einzelne erwähnten, der direkte Dialog mit Betroffenen sei unentbehrlich, um gemeinsam Lösungen zu finden.

In dem Sinne tritt Catherine Richard auch für die Anpassung der Krankschreibungen ein. „Es ist kontraproduktiv, eine Person, die aufgrund einer mentalen Erkrankung arbeitsunfähig ist, das Verlassen des Hauses zu verwehren. Wenn jemand unter einer Depression leidet, kann es hilfreich sein, in den Urlaub zu fahren, Freund*innen zu treffen, auszugehen“, betont sie. „Wer mit einer Grippe im Bett liegt, braucht hingegen Ruhe. Hier muss differenziert werden.“ Die Anpassung der Krankenscheine sei bisher jedoch nur am Rande anderer Diskussionen mit der Krankenkasse angesprochen worden.

Die zähen Verhandlungen zwischen der Fapsylux und der Kran-

GESONDHEIT



Das Gesundheitssystem zwingt unter anderem Betroffene mentaler Krankheiten wie eine Aufziehpuppe zu funktionieren.

COPYRIGHT: MARY LOCK, CC BY-NC-ND 2.0

kenkasse, die Ende letzten Jahres erneut auf Eis gelegt wurden, lassen erahnen, wie die Krankenkasse mit Änderungsvorschlägen im Hinblick auf mentale Gesundheit umgeht. Am Ende musste Claude Haagen, Minister für Soziale Sicherheit, einschreiten und die Bestimmungen für die Kostenübernahme festlegen, weil sich die Parteien seit 2018 nicht einig wurden: Psychotherapie für Minderjährige wird seit Februar ganzheitlich von der CNS bezahlt, bei Erwachsenen liegt der Erstattungsbetrag bei 70 Prozent. Die Kosten für psychiatrische Behandlungen werden übrigens seit Jahren bei Erwachsenen zu 88 Prozent und bei Minderjährigen vollständig von der Krankenkasse übernommen. Der Preis für eine fünfzig- bis sechzigminütige Therapiesitzung bei Psychotherapeut*innen wurde vom Ministerium auf rund 144 Euro festgelegt. Damit die CNS die Kostenübernahme bewilligt, muss eine ärztliche Verschreibung vorliegen. Zwar erklärte der Staatsrat das großherzogliche Reglement im Januar für verfassungswidrig, doch Haagen hielt daran fest und versicherte in den Medien, man würde im „Code de la sécurité sociale“ nachbessern. Lisa teilte der woxx mit, ihre Therapeutin hätte ihre Preise seitdem erhöht. Kein Einzelfall, wie Rachel Brixius durch den regelmäßigen Austausch mit Betroffenen bestätigen kann. Immerhin hatte die Papsylux eine Rückerstattung in Höhe von 175 Euro – die CNS nur 127 Euro – eingefordert, der Haagen nicht nachkam.

„Mentale Gesundheit wird im luxemburgischen Gesundheitssystem stiefmütterlich behandelt. In Bezug

auf die Kostenrückerstattung der Psychotherapie kann ich nur sagen: Jetzt liegt das Kind im Brunnen“, kommentiert Catherine Richard die jetzige Situation. „Es gibt viele Punkte, die wir in den nächsten zwei Jahren anpassen und ergänzen müssen. Das Gesetz ist nicht in Stein gemeißelt.“ Für sie gibt es weitere Punkte, die auf die Agenda gehören. Als „dringend“ beschreibt sie die Reglementierung des Berufs der Psycholog*innen, denn zur Zeit könnten Menschen, die ein paar Wochenendseminare besucht haben, sich hierzulande Psycholog*innen nennen. „Das kann gefährlich sein, wenn fragile Personen auf schlecht ausgebildete Behandler*innen stoßen“, warnt Richard.

„Den Menschen in Luxemburg geht es derzeit extrem schlecht und wir haben nicht genug Expert*innen, die dies auffangen können.“

Der Beruf der Psychotherapeut*innen ist seit 2015 reglementiert und demnach an den Nachweis bestimmter Bildungsabschlüsse geknüpft. Marc Stein, Präsident der Société luxembourgeoise de psychologie (SLP), versicherte der woxx auf Nachfrage, die SLP bemühe sich seit Jahren um eine präzisere Definition der Anforderungen für die entsprechende Berufsbezeichnung, doch werde dies aufgeschoben. Jährlich würden sich um die

zehn Personen mit einer Beschwerde über Psycholog*innen an die SLP wenden, Stein geht jedoch von einer höheren Dunkelziffer aus. Generell könne die SLP nur eingreifen, wenn es sich bei den Therapeut*innen um eigene Mitglieder handele. Andernfalls seien ihr sowie den Betroffenen die Hände gebunden. Psychotherapeut*innen hingegen können bei Verstößen dem „Collège médical“ gemeldet werden, auch eine Anzeige ist möglich, da die Berufsbezeichnung an juristisch festgelegte Kriterien gebunden ist.

Ein weiteres Problem ist die starke Nachfrage nach Therapieplätzen. Laut einer Studie des Luxembourg Institute of Health (LIH) aus dem Jahr 2017 klagen rund 20 Prozent der Bevölkerung über Symptome einer Depression. Für die Studie wurden 1.499 Einwohner*innen zwischen 25 und 64 Jahren befragt. Aus der European Health Interview Survey (EHIS) von 2019 geht sogar hervor, dass Luxemburg im Vergleich mit 24 anderen EU-Ländern an erster Stelle steht, was das Auftreten depressiver Symptome in der Bevölkerung betrifft. An der EHIS-Studie beteiligten sich europaweit 250.000 Teilnehmer*innen.

Der große Bedarf an Hilfe schlägt sich im Alltag der Fachärzt*innen für mentale Erkrankungen nieder. „Der Beruf ist nicht attraktiv, kostenfreie Beratungsstellen sind überlastet“, sagt Richard. „Den Menschen in Luxemburg geht es derzeit extrem schlecht und wir haben nicht genug Expert*innen, die dies auffangen können.“ Durch die Möglichkeit der Kostenübernahme steige die Nachfrage weiter an. „Mir persönlich ist es unmöglich, neue

Patient*innen aufzunehmen – und das ist grausam, wenn sie verzweifelte Menschen absagen müssen.“

Für Richard liegt der Schlüssel deswegen nicht zuletzt in der Präventionsarbeit und in der Schaffung von Anlaufstellen für Betroffene. Die Menschen sollten das Gefühl haben, sich bei negativ einschneidenden Erlebnissen an eine vertrauenswürdige Instanz wenden zu können, bei der sie sich gut aufgehoben fühlen. „So kann einer Depression vorgebeugt werden“, gibt Richard zu bedenken. „Die Suizidrate in Luxemburg ist immer noch sehr hoch. Mentale Erkrankungen sind ein Zeichen dafür, dass das Fass übergelaufen ist und dazu darf es gar nicht erst kommen.“

* Name von der Redaktion geändert

INTERGLOBAL

Protestaktion am vergangenen Sonntag in Lahore: Unterstützerinnen des ehemaligen pakistanischen Premierministers Imran Khan demonstrieren gegen die steigende Inflation und die Politik der aktuellen Regierung unter Shehbaz Sharif, die sie als aus dem Ausland gestützt bezeichnen.



PAKISTAN

Bündnispflege in Islamabad

Thomas Berger

Pakistan steckt in einer finanziellen und innenpolitischen Krise, es droht ein Staatsbankrott. Die USA versuchen, ihre Beziehung zu dem Land wieder zu verbessern, auch um dessen wachsender wirtschaftlicher Abhängigkeit von China entgegenzuwirken.

Das Geld hat Pakistan dringend benötigt. Am Donnerstag voriger Woche gab die staatliche „Chinese Development Bank“ (CDB) die Vergabe eines Kredits über 700 Millionen US-Dollar an das von einer schweren finanziellen Krise gebeutelte Pakistan bekannt. Insgesamt 130 Milliarden US-Dollar betragen die pakistanischen Auslandsschulden Ende vergangenen Jahres, 30 Milliarden davon schuldet es China oder chinesischen Banken.

Wie die Staatsbank von Pakistan (SBP) kürzlich vermeldete, musste Pakistan von Juli bis Dezember vergangenen Jahres 10,21 Milliarden US-Dollar für den Schuldendienst – also Tilgungs- und Zinszahlungen – aufbringen, davon zwei Drittel allein während der letzten drei Monate 2022. Im zweiten Halbjahr 2021 hatte Pakistan nur sechs Milliarden US-Dollar an Zinsen und Tilgung an seine Gläubiger zu zahlen. Jetzt fiel diese Summe in einem Quartal an. Da verwundert es nicht, dass die staatlichen Devisenreserven zuletzt auf 3,2 Milliarden US-

Dollar sanken – das reicht noch, um Importe für drei bis vier Wochen zu finanzieren. Pakistan droht die Zahlungsunfähigkeit bei seinen in US-Dollar bestehenden Auslandsschulden.

Die pakistanische Regierung hofft auf die nächste Kreditrate des Internationalen Währungsfonds (IWF) in Höhe von 1,1 Milliarden US-Dollar. Jüngste Verhandlungen sollen zwar Fortschritte gebracht haben, jedoch noch keine Einigung. Die Inflation liegt derzeit bei 38,4 Prozent gemessen am Vorjahr. Noch deutlich höher fällt die Teuerung bei Lebensmitteln und vielen Waren des täglichen Bedarfs aus, was vor allem jene am stärksten belastet, die ohnehin jede Rupie zweimal umdrehen müssen. Um den Auflagen des IWF nachzukommen, hat die Regierung Mitte Februar die Steuern auf Öl und Gas erhöht. Die Benzinpreise stiegen dadurch um 8,9 Prozent, für Diesel müssen 6,5 Prozent mehr als zuvor bezahlt werden. Auch das häufig zum Betrieb von Kochstellen verwendete Kerosin verteuerte sich um 6,8 Prozent. Zudem wurde die Mehrwertsteuer um einen Punkt auf 18 Prozent angehoben.

Kaum ein halbes Jahr ist es her, dass infolge der starken Monsunregenfälle zeitweise ein Drittel Pakistans überflutet war. Die Kosten der zerstörten Infrastruktur und wirtschaftlichen Schäden hat die Regierung kürzlich

bei einer UN-Konferenz mit 16 Milliarden US-Dollar beziffert. Verschärft wird die wirtschaftliche Krise außerdem durch den starken Anstieg der Energiepreise und eine Stromversorgungskrise. Das alles trifft ein politisch zerrissenes Land, das von Machtkämpfen in den Provinzen sowie Anschlägen der einheimischen Taliban (TTP) und des regionalen Ablegers des „Islamischen Staats“ (IS) geplagt wird.

Kaum ein halbes Jahr ist es her, dass infolge der starken Monsunregenfälle zeitweise ein Drittel Pakistans überflutet war.

Mitte Februar reiste eine Delegation der US-Regierung nach Islamabad. Die USA versuchen derzeit, ihre Beziehung zur pakistanischen Regierung wieder zu stärken. Während der Regierungszeit des Premierministers Imran Khan von der Partei „Pakistan Tehreek-e-Insaf“ (PTI), der im April vergangenen Jahres durch ein parlamentarisches Misstrauensvotum abgesetzt wurde, hatte sich das Verhältnis zu den USA verschlechtert. Khan hatte immer wieder Kritik an den USA und den Folgen der pakistanischen

Teilnahme am sogenannten „war on terror“ geübt und unter anderem die Machtübernahme der Taliban in Afghanistan als Abwerfen der „Fesseln der Sklaverei“ begrüßt. Er warf den USA außerdem vor, an seiner Entmachtung mitgewirkt zu haben.

Khan präsentiert sich seither mit anti-amerikanischer Rhetorik und scharfen Angriffen auf die neue Regierung als Volkstribun und dringt auf vorzeitige Neuwahlen, bei denen er sich gute Chancen auf den Sieg ausrechnet. Dabei wiederholt er immer wieder, sein Machtverlust sei das Ergebnis einer Intrige von Teilen der Armeeführung im Bündnis mit einer „ausländischen Macht“ – gemeint sind die USA. Bestätigt fühlte sich Khan durch einen Attentatsversuch im November. Er überlebte zwar, aber einer seiner Anhänger wurde getötet. Die von Khan angeführten Proteste gegen die neue Regierung fachte das weiter an.

Tatsächlich ist die Armee seit Jahrzehnten ein bedeutender Machtfaktor in der pakistanischen Politik, ebenso wie der mächtige Geheimdienst ISI; das gilt auch in Zeiten ohne direkte Militärherrschaft, wie sie in fast der Hälfte der Geschichte Pakistans seit der Staatsgründung 1947 bestand. Khan hatte in seiner Regierungszeit Konflikte mit dem Militär ausgefochten, das sich bei Khans Entmachtung

INTERGLOBAL / AVIS

dann auch nicht auf dessen Seite stellte, woraufhin der Abgesetzte die Armeeführung beschuldigte, an einer Verschwörung zu seinem Sturz beteiligt gewesen zu sein.

Doch die Abberufung Khans und seiner Regierung vollzog sich im Einklang mit der Verfassung: Seine Regierung hatte im Zusammenhang mit den sich verschärfenden wirtschaftlichen Problemen des Landes schlicht ihre knappe Parlamentsmehrheit verloren. Der frühere Cricket-Star Khan hatte 2018 erstmals die seit der Unabhängigkeit Pakistans bestehende Dominanz der sich an der Macht abwechselnden beiden großen Parteien „Pakistische Muslimliga – Nawaz“ (PML-N) und „Pakistische Volkspartei“ (PPP) durchbrochen, die sich in den Augen vieler Wähler durch Skandale um Machtmissbrauch, Korruption und Ineffizienz diskreditiert haben. Khan versprach einen Neubeginn, doch an den Problemen wie der Steuervermeidung durch die Reichen, notorischer Korruption und Inkompetenz der Verwaltung scheiterte auch er.

Seit Khans Absetzung regieren die eigentlich konkurrierenden Parteien PML-N und PPP im Bündnis mit einigen kleineren Partnern erstaunlich harmonisch miteinander. Doch die ökonomische Krise und die nicht

abreißenden Proteste der Anhänger des früheren Premierministers setzen Premierminister Shehbaz Sharif (PML-N) unter Druck. Berichten zufolge hatte die pakistanische Regierung gehofft, von den USA Unterstützung bei den Verhandlungen mit dem IWF zu erhalten, um die Auszahlung der nächsten Kredittranche zu erreichen. Beim Treffen der US-Delegation mit Außenminister Bilawal Bhutto (PPP) soll es vor allem um Fragen der ökonomischen Kooperation, den Wiederaufbau nach der Flut und die Krise im Energiesektor gegangen sein. Wichtig für das Team um Derek Chollet, einen Berater im US-Außenministerium, war auch das Treffen mit General Syed Asim Munir. Dieser ist seit Ende November in der Nachfolge von Qamar Javed Bajwa neuer Armeechef. Somit kommandiert ein Mann die 600.000 Mann starken Streitkräfte, der zuvor schon den mächtigen Geheimdienst ISI geleitet hatte, dort aber nach einem Zerwürfnis mit Imran Khan vorfristig abgesetzt worden war.

Für die USA ist es wichtig, auch nach dem Abzug aus Afghanistan in Südasien präsent zu bleiben. Hinzu kommt die Konkurrenz mit China, das nicht nur der größte Kreditgeber Pakistans ist, sondern auch als Wirtschaftspartner und Investor immer wichtiger

wird. Mit Projekten wie dem „China-Pakistan Economic Corridor“ (CPEC), einem Ableger der weltweiten Belt and Road Initiative Chinas, will die Regierung in Peking die wirtschaftliche Verflechtung beider Länder vertiefen. Zum CPEC gehören große Bauvorhaben im Energiesektor (Kohlekraftwerke, Solarparks und Windfarmen) ebenso wie der Ausbau des Tiefseehafens Gwadar und des Straßen- und Schienennetzes. Insgesamt geht es bisher um Investitionen im Wert von 62 Milliarden US-Dollar.

Die USA wollen deshalb an alte Bindungen anknüpfen. Bei diesen spielte über Jahrzehnte, seit dem Höhepunkt der Blockkonfrontation im Kalten Krieg, die militärische Kooperation eine wichtige Rolle. Während das benachbarte Indien 1961 zu den Mitgründern der Blockfreien-Bewegung gehörte und stets eine unabhängige Außenpolitik verfolgte, baute Pakistan ab 1950 eine militärische Partnerschaft mit den USA auf. In den 1980er-Jahren unterstützte Pakistan gemeinsam mit den USA den bewaffneten Kampf gegen die sowjetische Armee in Afghanistan. Auch nach den Terroranschlägen am 11. September 2001 stellte sich Pakistan an die Seite der USA. Im Gegenzug erhielt es finanzielle Unterstützung und Waffen.

Das Verhältnis blieb jedoch schwierig, nicht zuletzt wegen der anhaltenden Verbindungen zwischen pakistanischem Militär sowie Geheimdienst und den Taliban. 2018 setzte der damalige US-Präsident Donald Trump die Militärhilfen aus und zog zugesagte Zahlungen im Umfang von mehreren Hundert Millionen US-Dollar zurück, weil, so der Vorwurf, Pakistan Taliban-Stützpunkte auf eigenem Territorium toleriere, von denen diese Angriffe in Afghanistan durchführten. „Die Vereinigten Staaten haben Pakistan törichterweise mehr als 33 Milliarden Dollar an Hilfen im Laufe der vergangenen 15 Jahre gegeben“, twitterte Trump damals, und hätten „nichts als Lügen und Betrug“ erhalten.

Die Regierung Joe Bidens gab im vergangenen September immerhin wieder eine Vereinbarung im Wert von fast einer halben Milliarde US-Dollar zur Aufrüstung der F-16-Kampfjetflotte Pakistans bekannt. Das zeigt, welche Bedeutung die USA nach wie vor für das pakistanische Militär haben.

Thomas Berger ist freier Journalist mit Themenschwerpunkt insbesondere in Südasien und Südostasien.

LE FONDS BELVAL

Appel de candidatures

Procédure : européenne concurrentielle avec négociation

Type de marché : services

Réception des offres ou des demandes de participation :

Date limite : 31/03/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :

Appel de candidatures concernant un concours d'idées pour la conception et la réalisation d'œuvres artistiques à Belval.

Description succincte du marché :

Le Fonds Belval est un établissement public du grand-duché de

Luxembourg créé par la loi modifiée du 25 juillet 2002. Il assume le rôle de maître d'ouvrage pour la construction, la gestion, l'exploitation et la maintenance des infrastructures et des équipements de l'État à Belval (www.fonds-belval.lu).

Conformément à la loi du 19 décembre 2014 et au règlement grand-ducal du 2 septembre 2015 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques, le Fonds Belval lance un appel de candidatures concernant un concours d'idées pour la conception et la réalisation d'œuvres artistiques dans le cadre de son projet « Public Art Experience ».

L'objet du concours d'idées est la conception et la réalisation de 3 œuvres artistiques intégrées dans des espaces publics spécifiques, extérieurs, intérieurs ou couverts. Les œuvres conçues et réalisées dans le cadre de ce projet d'envergure pourront relever

de la sculpture, de la peinture murale, de l'art digital ou d'autres médias et technologies auxquels les artistes ont recours.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Le dossier d'appel de candidatures, des informations relatives au maître d'ouvrage et au site de Belval sont à télécharger gratuitement sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les informations sont également disponibles en version anglaise ; la version française fait foi.

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

À l'issue de l'appel de candidatures, un maximum de 9 artistes ou équipes d'artistes, ayant déposé une candidature conforme, seront

sélectionnés et ils seront invités à participer au concours d'idées. Parmi les projets élaborés en fonction des espaces publics spécifiques retenus, le Fonds Belval sélectionnera 3 projets artistiques qui seront réalisés d'ici le printemps 2024.

Réception des candidatures :

La remise électronique des dossiers de candidature sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette procédure conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et heure limite fixées au vendredi 31 mars 2023 à 10h.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. : 23/02/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300344 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

INTERVIEW

BACKCOVER

Arnoldas Kubilius

Isabel Spigarelli

Unter Wasser mit Arnoldas Kubilius: Im März gestaltet der Fotograf aus Litauen die Rückseite der woxx. Zum Auftakt seiner Fotoserie spricht er über Unterwasseraufnahmen, den richtigen Flow und darüber, welche Geschichte er mit seinen Bildern erzählen möchte.

woxx: 2020 gaben Sie der woxx im Zuge Ihrer Ausstellung im „Ancien Cinéma“ in Vianden ein Interview. Damals hatten Sie gerade Ihren ersten Bildband (H)OMBRES publiziert. Was hat sich seitdem in Ihrer Kunst getan?

Arnoldas Kubilius: (H)OMBRES führt seit dem Sommer 2020 ein Eigenleben rund um die Welt, was mich immer noch freut. Seit unserem letzten Gespräch hatte ich eine Einzelausstellung in Luxemburg-Stadt und war Teil verschiedener Gruppenausstellungen, unter anderem in Mailand. In den letzten Jahren waren meine Arbeiten außerdem in internationalen Print-Publikationen zu sehen, wie Der Greif, Shadowplay Magazine oder Encore à Poil. Allgemein habe ich mich in letzter Zeit auf die Erkundung des Unterwassers konzentriert und meine Arbeit an Aktskulpturen vertieft.

Ihr Interesse für Unterwasserfotografie macht sich auf der Rückseite der woxx bemerkbar. Nach welchen Kriterien suchen Sie die Orte zur Aufnahme aus?

In der Regel vermeide ich jegliche visuelle Ablenkung im Hintergrund; versuche den oder die Körper zu isolieren, wenn ich sie fotografiere. Gleichzeitig strebe ich danach, alle natürlichen Elemente, die mit dem Motiv interagieren, in das Foto miteinzubeziehen. Mir stellen sich also viele Fragen, wenn ich Orte für Unterwasseraufnahmen aussuche: Gibt es ausreichend Platz, aber auch genug Privatsphäre? Ist es warm genug für die Models? Wenn ich das Tageslicht nutze: Reicht das Sonnenlicht? Könnten wir uns einen Sonnenbrand zuzie-

hen? Wenn wir Fotos im offenen Meer aufnehmen: Wie stark ist der Wellengang? Wann geht die Sonne unter? Wohin fallen die Schatten zu bestimmten Tageszeiten? Also, kurz gesagt: Ich suche nach einem Ort, der genug Platz, Privatsphäre und Wärme bietet.

„Um ein Bild zu kreieren, das dem Auge schmeichelt und den Geist herausfordert, müssen das Model und ich während der Aufnahme beide in einen Flow kommen, in einen Zustand der Verspieltheit, und unserer Intuition folgen.“

Ist der Ort gefunden, tauchen Sie unter. Was sind die Schwierigkeiten bei der Unterwasserfotografie?

Wer unter Wasser arbeitet kann nicht alles planen, was eine Freude und Herausforderung zugleich ist. Konkret muss ich bei Unterwasserfotografien über folgende Aspekte nachdenken: Wassertemperatur und Klarheit; inwiefern die Spiegelungen unter und an der Wasseroberfläche die Bilder verstärken; wie Formen aufbrechen und sich multiplizieren und so fort.

Steigen Sie mit einer konkreten Idee für eine Pose ins Wasser oder folgen Sie den Bewegungen der Models?

Beides. Ganz gleich, ob ich unter Wasser oder an Land fotografiere, entwerfe ich vor der Aufnahme ein paar Ideen. Das Ergebnis setzt sich dann aus unterschiedlichen Faktoren zusammen. Dabei ist die Körperlichkeit der Person oder Personen, die ich fotografiere, natürlich signifikant für jedes Shooting. Welche Form können sie mit ihrem Körper bilden? Haben sie eine



COPYRIGHT: ARNOLDAS KUBILIUS

Arnoldas Kubilius bemüht sich in seinen Fotografien darum, Körperformen in Szene zu setzen.

interessante Narbe, eine faszinierende Hautfalte, charmanten Haarwuchs, ansprechende Muskeln? Treten ihre Venen hervor, wenn sie sich winden? Haben sie Gänsehaut, wenn ihnen kalt ist? Um ein Bild zu kreieren, das dem Auge schmeichelt und den Geist herausfordert, müssen das Model und ich während der Aufnahme beide in einen Flow kommen, in einen Zustand der Verspieltheit, und unserer Intuition folgen. Damit das passiert, sind einige Dinge wichtig, doch gegenseitiges Vertrauen und der Respekt füreinander ist sicherlich der Schlüssel.

Sind Unterwasseraufnahmen intimer als die an Land?

Ich würde nicht sagen, dass Unterwasseraufnahmen mehr oder weniger intim sind als Shootings im Studio, zum Beispiel. Ich denke, dass das Level an Intimität vom gegenseitigen Vertrauen abhängt, das ich vorhin erwähnt habe. Unterwasseraufnahmen benötigen jedoch mehr Planung: Das Model und ich treiben vor uns hin, wir können einander nicht hören, oft hat das Model die Augen geschlossen und es kann ja nicht atmen. Es gibt mehr „Trial-and-Error“, doch – wie bereits gesagt – es ist ein faszinierender Prozess, weil es

ein gewisses Maß an Unvorhersehbarkeit und Überraschungen gibt. Unterwasser zu arbeiten impliziert vieles Elemente: Spiegelungen, Wellen, Blasen. Es ist zudem ein sehr physischer Akt, wir werden schneller müde.

„Das Model und ich treiben vor uns hin, wir können einander nicht hören, oft hat das Model die Augen geschlossen und es kann ja nicht atmen.“

Welche Geschichte wollen Sie mit Ihren Bildern erzählen?

Ich glaube grundsätzlich geht es in der Fotografie darum zu sagen „Schau her, das ist wichtig“. Mit meinen Fotografien zelebriere ich die Schönheit maskuliner Formen.

EVENT

Jennifer Lopes Santos (rechts) und melissandre varin (links) wollen mit „Papaya“ den Heilungsprozess dokumentieren, den Betroffene von Rassismus und Diskriminierung durchlaufen können.



COPYRIGHT: AVESHA NEFERIBIAH JONES

„3 DU TROIS“

Papaya zu mentaler Gesundheit

Isabel Spigarelli

Wenn Tanz auf die mentale Gesundheit trifft: Am Freitag gibt es im Trois C-L Einblicke in laufende Projekte von Künstler*innen sowie die Konferenz „La santé mentale des personnes racisées, queers et transgenres“. Und was hat das mit Papaya zu tun?

An jedem Monatsbeginn lädt das Centre de création chorégraphique luxembourgeois Trois C-L zu seiner Reihe „3 du trois“ ein: Dort bieten Tanzkünstler*innen Auszüge aus ihren laufenden Projekten dar. Im März lautet das Thema „Entre construction et déconstruction“. Im Mittelpunkt stehen Fragen nach dem Körper, seiner Wahrnehmung sowie der Kreativität verschiedenster Welten. Eines der vorgestellten Projekte ist „Papaya“, eine afro-feministische Performance, die post-koloniale Identitäten feiert und Traumata rassifizierter Menschen durch Kunstinterventionen aufarbeiten will.

Hinter „Papaya“ stecken die Künstler*innen Jennifer Lopes Santos und melissandre varin. Die beiden konzipierten das Projekt 2019. Nach einer ersten künstlerischen Residenz in Coventry, Großbritannien, im Jahr 2022 zogen die Künstler*innen weiter ins Bonneweger Trois C-L. Der Auftritt am 3. März markiert den Abschluss dieser Residenz. Lopes Santos und varin treten selbst als Darsteller*innen in Erscheinung. Lopes Santos kümmert sich zudem um die Kostüme. Die luxemburgische Tanzkünstlerin sprach letztes Jahr im Kulturpodcast „Um Canapé mat der woxx“ ausführlich über die Hintergründe des Projekts, über die vielen Fragen, die sie darin behandelt, und die Ziele, die es verfolgt.

„Papaya“ ist vor allem eins: Der Versuch junger, afro-feministischer Künstler*innen, zu heilen und sich von

rassistischen und kolonialen Denkweisen zu befreien. „In dem Projekt bedeutet Heilung einen Perspektivwechsel: Dass wir uns in unseren Körpern wiederfinden“, erklärte Lopes Santos damals. „Wie leben wir ohne den white gaze [An.d.R.: Perspektive von weißen Menschen auf ihr Umfeld und die Gesellschaft, die als Standard etabliert wird]? Können wir das überhaupt? Gibt es einen Ort, an dem uns dieser nicht beeinflusst? Das sind Fragen, denen wir nachgehen und die uns an unsere Grenzen treiben.“ Man müsse erst einmal den Mut aufbringen, sich diese Fragen zu stellen, das Problem anzuschauen, es anzuerkennen, um dann Wege der Befreiung finden zu können.

Diskriminierungen im Schlaglicht

„Papaya“, das unter anderem vom afro-feministischen Netzwerk Finkapé getragen wird, ist kein reines Tanzprojekt, sondern verknüpft mehrere Kunstformen. Während Jennifer Lopes Santos und der Choreograph Georges Maikel den Tanz als Ausdrucksform bevorzugen, arbeitet melissandre varin mit Text und der Komponist Eric G. Foy mit Musik. Lopes Santos führte im Podcast aus, jede Person versuche anhand anderer Mittel, sich von Diskriminierung und Verletzungen zu befreien. Die Tatsache, dass auch Männer – teilweise weiße Männer – an dem Projekt mitwirken, kommentierte Lopes Santos im Podcast: „Für mich trägt es zum Heilungsprozess bei, dass auch ein Mann Elemente in den Diskurs einbringt. Im Idealfall kreieren Frauen und Männer so einen Ort, an dem sie zusammenkommen können.“ Darüber hinaus habe ihr*e nicht-binäre*r Projektpartner*in varin dem Konzept eine weitere Ebene in Sachen Gender verliehen: varin sei es wichtig, Gendernormen zu hinterfragen und zu dekonstruieren.

Lopes Santos erwähnte im Podcast, durch das Projekt kämen Erinnerungen an Mikroaggressionen auf, die sie längst vergessen oder verdrängt glaubte. „Ich fühle mich in Luxemburg nicht frei, denn für mich sind die Orte nicht neutral: Überall wo ich hingehere, muss ich bestätigen, dass ich Luxemburgerin bin und Luxemburgisch spreche“, führte Lopes Santos den Gedanken weiter aus. „Durch das Projekt gehe ich all diese Erfahrungen noch einmal durch, Schicht für Schicht, bis ich mich selbst darin wiederfinde.“ Dieser Prozess verlange ihr, aber auch anderen Künstler*innen, viel ab. Manchmal brauche sie selbst Ruhephasen, müsse einen Schritt zurücktreten. Lopes Santos ahnte bereits zu Beginn des Projekts, dass dieses kein Spaziergang werden würde. „Ich habe mich von Anfang an dafür stark gemacht, während des Projekts von einer Psychologin betreut zu werden“, sagte sie.

Und so geht auch dem Tanzabend im Trois C-L die Konferenz „La santé mentale des personnes racisées, queers et transgenres“ voran. Das künstlerische Team von „Papaya“ hat hierfür Sym Mendez eingeladen. Mendez ist ein*e Performer*in, Bewegungskünstler*in und Moderator*in aus dem britischen Birmingham. Dabei konzentriert Mendez sich eigenen Aussagen nach darauf, internalisierte kolonialistische Glaubenssysteme aufzubrechen, um Raum für eine neue Form der Kollektivität zu schaffen. Mendez ist Teil des Podcasts „Building Our Own Knowledge“ (B.O.O.K.), an dem auch melissandre varin mitwirkt: Der Podcast wird von den Macher*innen als „chill DIY“-Podcast verstanden. Er bietet einen Raum, in dem Künstler*innen Erfahrungen austauschen, diese hinterfragen und selbstbestimmt Erkenntnisse daraus ziehen. Die Künstler*innen werden außerdem dazu eingeladen, einen

Beitrag schwarzer Autor*innen zu teilen, der ihnen besonders am Herzen liegt oder ihren Schaffensprozess beeinflusst.

Am Freitag sprechen Mendez und das Team von „Papaya“ also über Diskriminierungen, die rassifizierte weibliche, trans, nicht-binäre und queere Personen betreffen. „Sym proposera des outils et médiums afin de mettre en lumière les charges mentales et raciales subies par ces dernier.e.s tout en adoptant une grille de lecture intersectionnelle“, heißt es weiter im Ankündigungstext zum Vortrag. Im Anschluss an die Konferenz werden Kurzfilme der Reihe „Unregulated Black Intimacy“ gezeigt, ebenfalls initiiert von Jennifer Lopes Santos und melissandre varin. Einige der Videos sind auf dem Youtube-Kanal der Stadt Coventry zu finden. Wer der kostenlosen englischsprachigen Konferenz beiwohnen möchte, wird um Anmeldung per Mail gebeten (contact@danse.lu).

Neben „Papaya“ präsentieren an dem Abend außerdem Jil Crovisier sowie Jennifer Gohier und die Cie Corps in Situ ihre Projekte. Crovisiers Arbeit heißt „JCsound1 – Creative Soundscaping in Dance“ und ist eine Auseinandersetzung mit Musik, die sich spezifisch dem Gegenwartstanz widmet. Die Verbindung zwischen Tanz und Musik ist zentraler Bestandteil ihres „work in progress“. Gohier und die Cie Corps in situ schlagen ebenfalls den Bogen zwischen Tanz und Musik: „Carnaval“, inspiriert an Camille Saint Saëns „Le carnaval des animaux“, soll die Beine der Tänzer*innen mit den Händen der Musiker*innen verbinden und so eine festliche Performance generieren. Karten für die Tanzbeiträge im Trois C-L gibt es online, weitere Informationen hierzu auf danse.lu.

3 du trois, am 3. März, ab 17:30 Uhr im Trois C-L (12, rue du Puits L-2355 Luxembourg).

FILM

Des émotions en partage devant la table de montage.



PHOTO : UNIVERSAL PICTURES

DANS LES SALLES

The Fabelmans

Florent Toniello

L'hommage autobiographique de Steven Spielberg au cinéma n'a jusque-là récolté qu'un succès d'estime dans les salles, malgré critiques unanimes, récompenses et nominations. C'est que la magie des images qu'il célèbre a désormais du plomb dans l'aile, maintenant que celles-ci sont omniprésentes. Et pourtant...

C'est une scène clé : le jeune Sam (très bon Gabriel LaBelle) passe et repasse les images d'un week-end de camping avec sa famille sur sa table de montage, afin d'en tirer un film souvenir pour consoler Mitzi (impressionnante Michelle Williams), sa mère endeuillée. Pendant que lui fait avancer et revenir la pellicule, fige les clichés pour mieux les examiner, elle, au piano, joue la transcription de Bach du « Concerto pour hautbois en ré mineur » de Marcello. Un peu plus tôt, Mitzi avait déclaré son amour pour le compositeur allemand, dont elle disait « s'abandonner à la partition ». Et c'est un abandon que découvre Sam. Un secret qu'il a filmé à son insu, mais que le montage dévoile. Au fond, nous dit Spielberg, le cinéma sait nous révéler des secrets insoupçonnés, alors même que nous croyons tout voir et tout interpréter. Mais pour cela, un regard est nécessaire. Pas une déferlante d'images permanente, mais la subtile médiation de celles et ceux qui savent truffer un récit à l'écran. Un tel discours est-il toujours audible à l'époque des plateformes et des courtes vidéos sur les réseaux sociaux ? Peut-être faut-il y chercher la raison du relatif insuccès du film.

Les deux heures et demie de « The Fabelmans » ne sauraient se résumer à cette séquence pourtant déterminante. Dans cette trajectoire autobiographique qui mène Sam de sa première sortie au cinéma avec ses parents au New Jersey – pour voir « The Greatest Show on Earth » de Cecil B. DeMille – vers la Californie – où il rencontrera John Ford –, Steven Spielberg (dont le scénario est cosigné par Tony Kushner) propose nombre d'autres scènes mémorables. La première partie, notamment, acte la passion du protagoniste pour le cinéma dans un crescendo très habile, pour utiliser un vocabulaire musical. On l'a vu, la musique est ici un élément important de la narration, et les morceaux composés par un John Williams plutôt discret se mélangent astucieusement avec les reprises de compositeurs classiques ou de chansons. La tension est servie par l'opposition entre Mitzi, favorable à la vocation artistique de Sam, et Burt, le père informaticien (impeccable Paul Dano), qui persiste à croire que les images sont pour son fils un hobby. Mais rien n'y fait : le cinéma est une vocation inarrêtable, les caméras seront de plus en plus perfectionnées et les tournages, de plus en plus complexes. La Californie, où Burt décroche un poste à la mesure de son talent, devrait donc représenter un eldorado.

Ce serait cependant trop facile, car c'est dans cet État où la machine à rêves fonctionne à plein que Sam fera la découverte de l'antisémitisme et de la déception amoureuse. Après un début tonitruant, le film se prend à patiner pour épouser le genre du « high school movie », avec ses harce-

leurs obligés et sa romance inévitable. Que vient faire Spielberg dans cette galère ? Peut-être mieux duper spectateurs et spectatrices, puisque cette tranche de vie un peu languette sera conclue par une excellente scène de renversement des pouvoirs entre harceleur et harcelé. Un renversement provoqué justement par un film, celui que Sam réalise lors du « ditch day », une journée passée à la plage par tous les camarades de lycée. Vraiment fort, ce cinéma ! On accorde alors le bénéfice du doute au réalisateur, malgré le coup de mou qu'on a senti à cette évocation des années d'adolescence.

La pellicule, ce trésor

Film testament aux multiples lectures, « The Fabelmans » ne se concentre pas uniquement sur Sam, l'alter ego de Steven Spielberg. Il brosse aussi le portrait de Mitzi, la mère, qui voue un amour sincère à ses enfants et à son mari, mais qui en même temps se trouve trop à l'étroit dans ce carcan familial orthodoxe. D'ailleurs, ce personnage au grain de folie palpable est bien plus mis en valeur que celui du père : dans l'opposition entre art et science, le cinéaste a fait son choix. La composition de Michelle Williams, souvent bouleversante de déséquilibre mental contenu, tire ainsi le film vers le drame psychologique. Pas toujours sans éviter des moments un brin psychologisés, mais cette complexification des enjeux permet une lecture plus riche que ne l'aurait été celle de la simple ascension vers un destin de cinéaste populaire. On n'en attendait

pas moins de Spielberg, qui, à 76 ans, a derrière lui plus de cinq décennies d'expérience.

On l'a déjà évoqué : comment un tel film, où la pellicule est présentée comme un trésor qu'il faut développer, couper, coller, voire percer pour assurer des effets spéciaux maison, peut-il résonner à l'époque actuelle, où tout smartphone permet des captures animées immédiates et quasi infinies ? Sans images numériques tonitruantes, sans esbroufe, « The Fabelmans » est l'histoire d'une passion dévorante racontée par l'objet même de cette passion. Hommage à l'artisanat d'art que représente le cinéma, il est lui-même confectionné avec tout le soin qu'on attend d'une production sérieuse. Voilà ce qui le rend pertinent pour les cinéphiles, mais aussi celles et ceux qui visitent les plateformes toutes-puissantes ou consomment des vidéos sur les réseaux sociaux : il sait d'où il vient. La fabrique des images a une histoire, qu'il convient de ne pas oublier, évoquée ici au travers d'un destin personnel. D'autres longs métrages l'ont fait, évidemment. Tout comme on a pu pointer plus haut quelques faiblesses dans le rythme, quelques imperfections. Mais si « The Fabelmans » n'est pas un chef-d'œuvre, c'est du moins un beau film, qui célèbre l'acuité du regard dans un foisonnement des images qui s'accélère.

Dans toutes les salles.

WAT ASS LASS 03.03. - 12.03.

AGENDA

WAT ASS LASS?

FREIDEG, 3.3.

KONFERENZ

La santé mentale des personnes racisées, queers et transgenres, avec Jennifer Lopes Santos et melissandre varin, Bananefabrik, *Luxembourg, 17h30.*

MUSEK

La forza del destino, unter der Leitung von Sébastien Rouland, inszeniert von Lorenzo Fioroni, Saarländisches Staatstheater, *Saarbrücken (D), 19h30.* Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Jazz Jam Session, conservatoire, *Esch, 19h30.* Tél. 54 97 25. www.conservatoire.esch.lu

Brass Band Conservatoire

Esch-sur-Alzette, sous la direction de Claude Schlim et Philippe Schwartz, Artikuss, *Soleuvre, 20h.* Tél. 59 06 40. www.artikuss.lu

Orchestre national de Metz

Grand Est, sous la direction de Nabil Shehata, œuvres de Ravel, Berlioz et Poulenc, Arsenal, *Metz (F), 20h.* Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Schumacher - Muller - Tonnar,

Trifolion, *Echternach, 20h.* Tel. 26 72 39-500. www.trifolion.lu

Daozi duo, jazz, Le Gueulard,

Nilvange (F), 20h30. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

Ventre de biche + Colombey + Noir Boy George, Les Trinitaires, *Metz (F), 20h30.* Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Traumhaus, indie & punk, Rotondes, *Luxembourg, 20h30.* Tel. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

Christophe Astolfi, Laura Dauzonne et Marcel Loeffler, jazz, Le Bovary, *Luxembourg, 20h30.* Tél. 27 29 50 15. www.lebovary.lu

Tramhaus, indie punk, support: Office of Weird, Rotondes, *Luxembourg, 20h30.* Tel. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

The Doors in Concert, tribute band, Flying Dutchman, *Beaufort, 21h.*

THEATER

REGARDS S. 16 3 du Trois, « Papaya » de Jennifer Lopes Santos et melissandre varin, « JCSound1 - Creative Soundscaping in Dance » de Jill Crovisier et « Carnaval » de Jennifer Gohier, Bananefabrik, *Luxembourg, 19h.*

E22 Patchwork, avec le collectif hip-hop KnowEdge, Kulturhaus Niederanven, *Niederanven, 19h30.* Tél. 26 34 73-1. www.khn.lu

Flüstern in stehenden Zügen, von Clemens J. Setz, inszeniert von Mark Reising, sparte4, *Saarbrücken (D), 20h.* Tel. 0049 681 30 92-486. www.sparte4.de

King Tel Mo Rei, von Roland Meyer, inszeniert von Claude Mangen, mit unter anderen Max Bäcker, Clara Hertz und Michael Mahjoubi, Cube 521, *Marnach, 20h.* Tel. 52 15 21. www.cube521.lu

Xie Xin Dance Theatre, Grand Théâtre, *Luxembourg, 20h.* Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu COMPLET !

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, *Mamer, 20h.* Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

Blu infinito, avec la cie eVolution Dance Theater, Centre des arts pluriels Ettelbruck, *Ettelbruck, 20h.* Tél. 26 81 26 81. www.cape.lu COMPLET !

Isabel Green, d'Emanuele Aldrovandi, mise en scène de Valentin Ehrhardt, avec Valentina Vandelli et Denis Jarosinski, centre culturel Altrimenti, *Luxembourg, 20h.* Tél. 28 77 89 77. www.altrimenti.lu

Annette Kruhl: Männer, die auf Handys starren, Kabarett, Tufa, *Trier (D), 20h.* Tel. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

KONTERBONT

Café tricot musée, avec Mamie et moi, Musée national d'histoire et d'art, *Luxembourg, 10h.* Tél. 47 93 30-1. www.mnha.lu

Uniqueers - Monthly Community Get-Together, Centre LGBTQ+ Cigale, *Luxembourg, 19h.* www.cigale.lu facebook.com/CentreCIGALE

Emine Sevgi Özdamar: Ein von Schatten begrenzter Raum, Lesung, Neimënster, *Luxembourg, 19h.* Tel. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

Liane Foly: La folle repart en thèse, one-woman-show, centre culturel Aalt Stadhaus, *Differdange, 20h.* Tél. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu COMPLET !

SAMSCHDEG, 4.3.

JUNIOR

Programmation Zoom In: Le goût des couleurs, (> 3 ans), Villa Vauban, *Luxembourg, 10h.* Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu Inscription obligatoire : visites@2musees.vdl.lu

KONFERENZ

Tourmaline, projection de courts métrages suivie d'une entrevue avec Marie-Noëlle Farcy et Line Ajan, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, *Luxembourg, 15h.* Tél. 45 37 85-1. www.mudam.com

MUSEK

Loreto Aramendi-Inchauspe, récital d'orgue, œuvres entre autres



Hier sitzt die Progressive Rockband Tramhaus noch auf der Treppe, an diesem Freitag, dem 3. März, spielt sie hingegen um 20:30 Uhr in den Rotondes in Luxemburg-Stadt.

de Rachmaminov, Liszt et Fauré, cathédrale Notre-Dame, *Luxembourg, 11h.*

Tosca, unter der Leitung von Jochem Hochstenbach, inszeniert von Jean-Claude Berutti, Theater Trier, *Trier (D), 19h30.* Tel. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

Event Horizon feat. Nataša Grujović & Steve Moor, experimental, Kulturfabrik, *Esch, 20h.* Tel. 55 44 93-1. www.kulturfabrik.lu

Ensemble Clématis, musique ancienne, conservatoire, *Esch, 20h.* Tél. 54 97 25. www.conservatoire.esch.lu

François-Frédéric Guy, récital de piano, œuvres de Chopin et Beethoven, Arsenal, *Metz (F), 20h.* Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Harmonie municipale de Metz & maîtrise de la cathédrale Saint-Étienne de Metz, sous la direction d'Arnaud Tutin et Christophe Bergossi, œuvres de Rutter, Sparke et Webber, Arsenal, *Metz (F), 20h.* Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

La voyage dans la lune, sous la direction de Chloé Dufresne, mise en scène d'Olivier Fredj, Opéra-Théâtre - Eurométropole de Metz, *Metz (F), 20h.* Tél. 0033 3 87 15 60 60. www.opera.eurometropolemetz.eu COMPLET !

Al & Dan Live, jazz, Le Bovary, *Luxembourg, 20h.* Tél. 27 29 50 15. www.lebovary.lu

Ormaie, chanson française, Le Gueulard, *Nilvange (F), 20h30.* Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

87.8 — 102.9 — 105.2

ARA

THE RADIO FOR ALL VOICES

Sonndeg, de 5. März 14h - 16h

Der Däiwel steet virun der Dier

De Pascal an de Lex hunn dës wëchentlech Emissioun 1993 als Géigepol zum Mainstream gestart, an si senden Artisten a Musek, déi ee soss op kengem anere Radio héiert. Schwéierpunkte si méi extrem Ënnergattung vu Metal, mee och aner Stiler kommen zur Geltung: Punk, Hardcore, Progressive Rock, Indie, Alternative, Noise, Avant-garde ...

Dëse Sonnden am Interview: Vic De Sable - Pop (F) an Ice Age - Progressive Metal (USA).

WAT ASS LASS 03.03. - 12.03.

Nathalie Morettoni's Chlorophyl, jazz, Ancien Cinéma Café Club, Vianden, 20h30. Tél. 26 87 45 32. www.anciencinema.lu

Les tambours du Bronx + Shaârghot, musique électroacoustique, BAM, Metz (F), 20h30. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Pascal Masselon Trio, Jazz, Terminus, Saarbrücken (D), 20h30. Tél. 0049 681 958 05058.

THEATER

Broadway Danny Rose, nach dem gleichnamigen Film von Woody Allen, unter der Leitung von Achim Schneider, inszeniert von Michael Schachermaier, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 19h30. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Dee Leschte mécht d'Luucht aus, mam Kabaret Sténkdéier, inzenéiert vum Joé Heintzen, Trifolion, Echternach, 20h. Tél. 26 72 39-500. www.trifolion.lu AUSVERKAAFT!

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, Mamer, 20h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

Isabel Green, d'Emanuele Aldrovandi, mise en scène de Valentin Ehrhardt, avec Valentina Vandelli et Denis Jarosinski, centre culturel Altrimenti, Luxembourg, 20h. Tél. 28 77 89 77. www.altrimenti.lu

Friedemann Weise: Bingo, Musik-Kabarett, Tufa, Trier (D), 20h. Tél. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

KONTERBONT

Repair Café, centre Camille Ney, Ell, 14h - 17h. repaircafe.lu

E Carnet fir eng grafesch Exploratioun vun der Biodiversitéit, Workshop, Musée national d'histoire naturelle, Luxembourg, 14h. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu

Thé dansant, avec les musicien-nes de l'orchestre national de Metz Grand Est, Arsenal, Metz (F), 16h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Conversation avec Émile Lansman, avec Ian De Toffoli, Grand Théâtre, Luxembourg, 18h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu

SONNDEG, 5.3.

JUNIOR

La mer, mise en scène de Pierre Richards (3-6 ans), Théâtre d'Esch, Esch, 11h + 15h. Tél. 27 54 50 10. www.theatre.esch.lu

Pentaton Bläserquintett - Give Me 5, (> 4 Jahre), Trifolion, Echternach, 15h. Tél. 26 72 39-500. www.trifolion.lu

Das schönste Ei der Welt, Figurentheater (> 4 Jahre), Tufa, Trier (D), 16h. Tél. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

MUSEK

Laurent Pierre Stet, jazz, Neimënster, Luxembourg, 11h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

La voyage dans la lune, sous la direction de Chloé Dufresne, mise en scène d'Olivier Fredj, Opéra-Théâtre - Eurométropole de Metz, Metz (F), 15h. Tél. 0033 3 87 15 60 60. www.opera.eurometropolemetz.eu COMPLET !

The Cable Bugs, rock'n'roll, ferme Madelonne, Gouvy (B), 15h. Tél. 0032 80 51 77 69. madelonne.be

Musek am Syrdall : Duo Kiasma, récital de violoncelle et d'accordéon, Kulturhaus Niederanven, Niederanven, 17h. Tél. 26 34 73-1. www.khn.lu

BRNS, indie rock, De Gudde Wëllen, Luxembourg, 18h. www.deguddewellen.lu

Hélène Grimaud, récital de piano, œuvres de Bach, Brahms et Beethoven, Philharmonie, Luxembourg, 19h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Loredana, rap, Den Atelier, Luxembourg, 20h. Tél. 49 54 85-1. www.atelier.lu

THEATER

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, Mamer, 17h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

Die Comedian Harmonists, von Gottfried Greiffenhagen, inszeniert von Ulf Dietrich, unter der Leitung von Horst Maria Merz, Theater Trier, Trier (D), 18h. Tél. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

Broadway Danny Rose, nach dem gleichnamigen Film von Woody Allen, unter der Leitung von Achim Schneider, inszeniert von Michael

Schachermaier, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 18h. Tél. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

KONTERBONT

Villa creativa ! Ateliers pour familles, Villa Vauban, Luxembourg, 14h - 17h. Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu

Alan Affichard, performance, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, Luxembourg, 15h. Tél. 45 37 85-1. www.mudam.com

MÉINDEG, 6.3.

KONFERENZ

Klangfaarwen an Orchestration, mat Pit Bossins a Claude Kraus, Mierscher Kulturhaus, Mersch, 19h. Tél. 26 32 43-1. www.kulturhaus.lu

Les Godchaux/Michel Delvaux, avec Claude Marx, Ben Fayot et Serge Kollwelter, Neimënster, Luxembourg, 19h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

MUSEK

Plini, rock, support: Jakob Zytecki + Jack Gardiner & Owane, Rockhal, Esch, 19h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

Orchestre de Paris, sous la direction de Klaus Mäkelä, avec Janine Jansen (violon), œuvres de Sibelius et Berlioz, Philharmonie, Luxembourg, 20h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

KONTERBONT

Amnesty Mediepräis 2023, Rotondes, Luxembourg, 18h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu amnesty.lu/mediepris

Lea Streisand: Hätt' ich ein Kind, Lesung, centre culturel Aalt Stadhaus, Differdange, 19h30. Tél. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu

DËNSCHDEG, 7.3.

MUSEK

Concert ActArt : Trois Aquarelles, avec Agnese Nikolovska (flûte traversière), Stéphane Giampellgini (violoncelle) et Sabine Weyer (piano), conservatoire, Luxembourg, 19h. Tél. 47 96 55 55. www.conservatoire.lu

VV, metal, support: Kaelan Mikla, Rockhal, Esch, 20h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, mise en scène de Laurent Delvert, avec entre autres Alice Borgers, Sophie Mousel et Pierre Ostoya Magnin, Grand Théâtre, Luxembourg, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu COMPLET !

ERAUSGEPICKT



Emine Sevgi Özdamar

Emine Sevgi Özdamar gewann im letzten Jahr zahlreiche Preise, darunter den wichtigsten deutschsprachigen Literaturpreis, den **Georg-Büchner-Preis**. Erstmals wurde damit eine Autorin ausgezeichnet, deren Muttersprache nicht Deutsch ist. Nun kommt die deutsch-türkische Schriftstellerin, Schauspielerin und Regisseurin auf Einladung des Instituts

Pierre Werner nach Luxemburg. An diesem Freitag, dem 3. März, um 19 Uhr stellt sie in der **Abtei Neumünster** ihren autobiografisch inspirierten Bestsellerroman „**Ein von Schatten begrenzter Raum**“ vor. Der Roman ist ein so poetischer wie scharfsichtiger Blick auf Europa und gleichzeitig ein Klagegesang auf die Opfer politischer Unterdrückung und spannt den Bogen vom osmanischen Reich über die deutsche und französische Theaterszene bis in die Gegenwart. Moderiert wird der Abend von der Berliner Schriftstellerin Katja Lange-Müller. Der Eintritt ist frei. Einschreibung erforderlich: billetterie@neimester.lu Weitere Informationen: ipw.lu



Appel à projets « Accès à la culture - Kultur am Prisong »

Dans le cadre de leur politique d'accès à la culture pour tous, le ministère de la Culture et le ministère de la Justice lancent pour la deuxième fois l'appel à projets « Kultur am Prisong », en étroite collaboration avec la direction de l'Administration pénitentiaire. Forts de cette première expérience positive en 2022 et encourageante, les deux ministères souhaitent maintenir cette collaboration et **soutenir les associations qui contribuent à garantir la participation culturelle aux personnes en monde carcéral**. Les détenu-es des centres pénitentiaires se voient dans l'impossibilité de participer à des événements et activités culturels. Ces projets culturels peuvent avoir un impact à différents niveaux pour les prisonniers-ères ; ils sont un moyen de découvrir la culture et de nouveaux moyens d'expression tout en développant de nouvelles passions ou un talent. Dans une optique d'insertion, ces projets culturels peuvent ainsi créer un lien avec la société et le monde extérieur et renforcer l'estime de soi du détenu, essentielle à une prise en charge pénologique réussie. **Les projets soumis doivent répondre aux secteurs définis éligibles pour un subside de la part du ministère de la Culture**, à savoir : danse ; théâtre, arts de la rue et cirque ; musique ; arts visuels, architecture, design et métiers d'art ; littérature et édition ; patrimoine, histoire, arts des jardins et transmission des sciences ; audiovisuel, multimédia et arts numériques. Un projet peut être pluridisciplinaire et prendre la forme d'ateliers, de cours ou de toute autre forme de découverte. **Le dossier complet doit être envoyé à subside@mc.etat.lu au plus tard pour le samedi 15 avril**. Plus d'informations : mc.gouvernement.lu

WAT ASS LASS 03.03. - 12.03.

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, *Mamer*, 20h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

KONTERBONT

De Poterdësch, mat der Alice Thilmany, Centre LGBTQ+ Cigale, *Luxembourg*, 12h15. www.cigale.lu facebook.com/CentreCIGALE

Renc'Art - œuvre du mois : la tombe à incinération de Burmerange, Musée national d'histoire et d'art, *Luxembourg*, 12h30 (F). Tél. 47 93 30-1. www.mnha.lu

Inscription obligatoire : servicedespublics@mnha.etat.lu

Ouvrir la voix, projection du documentaire d'Amandine Gay (F 2017. 122'. V.o. + s.-t. ang.), Rotondes, *Luxembourg*, 19h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu
Dans le cadre de Queer Loox: The Queer-Feminist Film Series in Luxembourg.

MËTTWOCHE, 8.3.

KONFERENZ

Biais inconscients et restitution des ateliers de la fresque de l'inclusion, avec Benoite Aubé, Maurice Bauer, Lydie Polfer et Priscilia Talbot, Cercle Cité, *Luxembourg*, 14h. Tél. 47 96 51 33. www.cerclecite.lu

Sur les traces de l'art contemporain, les années zéro, face à l'œuvre « Black Sun », 1964, d'Otto Piene, avec Claude Moyen, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, *Luxembourg*, 18h (L) + 19h30 (F). Tél. 45 37 85-1. www.mudam.com
Dans le cadre du cycle « Mudam Akademie - Une histoire de l'art moderne et contemporain ». Inscription obligatoire : mudam.lu/akademiebooking

Frauenpower in Star Trek und bei der NASA, Historisches Museum Saar, *Saarbrücken (D)*, 19h. Tél. 0049 681 5 06 45 01. historisches-museum.org
Einschreibung erforderlich: info@hismus.de

MUSEK

Jean-Pierre Dassonville, récital de cor, conservatoire, *Luxembourg*, 19h. Tél. 47 96 55 55. www.conservatoire.lu

Florian Boesch, avec Malcolm Martineau (piano), œuvres de Schubert, Philharmonie, *Luxembourg*, 19h30. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Saxon, metal, Den Atelier, *Luxembourg*, 20h. Tél. 49 54 85-1. www.atelier.lu

Auctus Animalis, fable musicale, avec Denis Lavant (récitant), David Lively (piano) et Élise Bertrand (violin), Arsenal, *Metz (F)*, 20h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Deus, rock, Rockhal, *Esch*, 20h. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu
SOLD OUT!

Pleasure, indie rock, support: Napoleon Gold, Rotondes, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

POLITESCH

Marche féministe, rassemblement pl. Hamilius (devant l'ancien bâtiment Poste), *Luxembourg*, 17h. fraestreich.lu

THEATER

On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, mise en scène de Laurent Delvert, avec entre autres Alice Borgers, Sophie Mousel et Pierre Ostoya Magnin, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu COMPLET !

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, *Mamer*, 20h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

KONTERBONT

Wunderschön, Vorführung des Films von Karoline Herfurth (D 2022. 132'. O.-Ton), Cube 521, *Marnach*, 20h. Tél. 52 15 21. www.cube521.lu

Das Gilles Grethen Quartet + Strings sort am 10. März ab 20 Uhr für Jazz im Cube 521 in Marnach.



FOTO: LEON FURTIK

DONNESCHDEG, 9.3.

JUNIOR

Escape Game, Workshop (9-10 Joer), Musée national d'histoire naturelle, *Luxembourg*, 14h30. Tél. 46 22 33-1. www.mnhn.lu
Aschreibung erfuorderlech.

KONFERENZ

Nationalbibliotheken in der Globalisierung, mit Barbara Lison, Lily Knibbeler und Frank Scholze, Bibliothèque nationale du Luxembourg, *Luxembourg*, 19h. Tél. 26 55 91-00. www.bnl.lu

LUXFILMFEST

À la croisée des regards : regard féminin/regard masculin au cinéma, conférence de Vannina Micheli-Rechtman, avec André Michels, Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain, *Luxembourg*, 20h30. Tél. 22 50 45. www.casino-luxembourg.lu

Band, projection du documentaire d'Álfrún Örnólfssdóttir (IS 2022. 85'. V.o. + s.-t. ang.), suivie du DJ set Disco Dockal, Rotondes, *Luxembourg*, 21h. Tél. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

MUSEK

Raftside, krautrock, De Gudde Wëllen, *Luxembourg*, 20h. www.deguddewellen.lu

Zeltik 2023, avec Carlos Núñez, église Saint-Martin, *Dudelange*, 20h15. zeltik.lu

Mamie Jotax, jazz, Les Trinitaires, *Metz (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Pomme, french pop, support: Victoria Canal, Rockhal, *Esch*, 20h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

THEATER

Double Bill: Dreamer & Stark Bollock Naked, chorégraphie d'Anne-Mareike Hess et pièce de Larisa Faber, Neimënster, *Luxembourg*, 19h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

Ab jetzt, von Alan Ayckbourn, inszeniert von Niko Eleftheriadis, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tél. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Festival scènes au bar : Le chapitre, avec le Barber Shop Quartet, Le Gueulard plus, *Nilvange (F)*, 19h30. Tél. 0033 3 82 54 07 07. www.legueulardplus.fr

On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, mise en scène de Laurent Delvert, avec entre autres Alice Borgers, Sophie Mousel et Pierre Ostoya Magnin, Grand Théâtre, *Luxembourg*, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu COMPLET !

L'homme semence, de Violette Ailhaud, mise en scène de Rufus, avec Céline Camara, centre culturel Aalt Stadhaus, *Differdange*, 20h. Tél. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu

Café Terminus, geschriwwen an inzenéiert vum Frank Hoffmann, mat ënner anere Felix Adams, Maria Gräfe an Hana Sofia Lopes, Théâtre national du Luxembourg, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 44 12 70-1. www.tnl.lu

KONTERBONT

Renc'Art - œuvre du mois : la tombe à incinération de Burmerange, Musée national d'histoire et d'art, *Luxembourg*, 12h30 (F). Tél. 47 93 30-1. www.mnha.lu

Inscription obligatoire : servicedespublics@mnha.etat.lu

FREIDEG, 10.3.

LUXFILMFEST

Concert de midi, projection de films anciens avec accompagnement musical en direct, Cercle Cité, *Luxembourg*, 12h30. Tél. 47 96 51 33. www.cerclecite.lu

MUSEK

Zeltik 2023, with The Zeltik Session Band, Brian Brody, Skipinnish and Carlos Núñez feat. Laurent Felten, centre culturel régional opderschmelz, *Dudelange*, 19h. Tél. 51 61 21-811. www.opderschmelz.lu zeltik.lu

Concours de composition Artistes en herbe : Duo Morphosis, musique

électroacoustique, Foyer européen, *Luxembourg*, 19h. artistesenherbe.lu

We Have the Keys, feat. Scarred, Miles to Perdition, Deficiency & Plague Cycle, death metal, Kulturfabrik, *Esch*, 20h. Tél. 55 44 93-1. www.kulturfabrik.lu

Gilles Grethen Quartet + Strings, jazz, Cube 521, *Marnach*, 20h. Tél. 52 15 21. www.cube521.lu woxx.eu/grestrings

Estelle Revaz, récital de violoncelle, œuvres entre autres de Saariaho, Gubaidulina et Yun, conservatoire, *Esch*, 20h. Tél. 54 97 25. www.conservatoire.esch.lu

Egidio Juke Ingala & The Jacknives feat. Alex Schultz, blues, en avant-programme: MG Blues Band, Sang a Klang, *Luxembourg*, 20h. Org. Blues Club Lëtzebuerg

Emmanuelle Mei, pop, centre culturel Aalt Stadhaus, *Differdange*, 20h. Tél. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu

Harmonie municipale Esch-sur-Alzette, Klassiker aus der Videospiele-Tradition, Théâtre d'Esch, *Esch*, 20h. Tél. 27 54 50 10. www.theatre.esch.lu
Einschreibung erforderlich: reservation.theatre@villesch.lu

Orchestre philharmonique du Luxembourg, sous la direction de Gustavo Gimeno, avec Javier Perianes (piano), œuvres de Debussy, Falla et Tchaïkovski, Philharmonie, *Luxembourg*, 20h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Ptolemea, dark folk, Le Gueulard, *Nilvange (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

Auréli Saada, auteure-compositrice-interprète, support : Charlene Juarez, BAM, *Metz (F)*, 20h30. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Lorenzo, rap, support. Poto Rico, Rockhal, *Esch*, 20h30. Tél. 24 55 51. www.rockhal.lu

Feder (Live) & Friends, electronica, support: Zimmer & Todiefiore, Den Atelier, *Luxembourg*, 22h. Tél. 49 54 85-1. www.atelier.lu

THEATER

Double Bill: Dreamer & Stark Bollock Naked, chorégraphie d'Anne-Mareike Hess et pièce de Larisa Faber, Neimënster, *Luxembourg*, 19h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

Ab jetzt, von Alan Ayckbourn,

WAT ASS LASS 03.03. - 12.03.

inszeniert von Niko Eleftheriadis, Alte Feuerwache, Saarbrücken (D), 19h30. Tel. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

Broadway Danny Rose, nach dem gleichnamigen Film von Woody Allen, unter der Leitung von Achim Schneider, inszeniert von Michael Schachermaier, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 19h30. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Antigone, de Jean Anouilh, mise en scène d'Antoine de Saint Phalle, avec entre autres Anne Brionne, Denis Jousselin et Nora Zrika, Kulturhaus Niederaanven, Niederaanven, 19h30. Tél. 26 34 73-1. www.khn.lu
COMPLET !

Dee Leschte mécht d'Luucht aus, mam Kabaret Sténkdéier, inzenéiert vum Joé Heintzen, Stued Theater, Grevenmacher, 20h.

Grupo Corpo, chorégraphie de Rodrigo Pederneiras, Grand Théâtre, Luxembourg, 20h. Tél. 47 08 95-1. www.theatres.lu

Caveman: Du sammeln, ich jagen! Kabarett, Tufa, Trier (D), 20h. Tel. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

KONTERBONT

Programmation Zoom In : les femmes de la Villa, visite thématique, Villa Vauban, Luxembourg, 19h. Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu

Pink Ladies: Monthly Meet-Up, Centre LGBTIQ+ Cigale, Luxembourg, 20h. www.cigale.lu

SAMSCHDEG, 11.3.

JUNIOR

Bib fir Kids, centre culturel Aalt Stadhaus, Differdange, 10h (7-9 Joer), 11h30 + 14h (3-6 Joer). Tel. 5 87 71-19 00. www.stadhaus.lu
Aschreibung erfuerderlech: Tel. 5 87 71-19 20.

Till Eulenspiegel, Trifolion, Echternach, 11h. Tel. 26 72 39-500. www.trifolion.lu

Nele und der Zauberlöffel, Musiktheater über das Entdecken der eigenen Stärke (5-9 Jahre), Philharmonie, Luxembourg, 15h + 17h. Tel. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

MUSEK

Michel Krier, récital d'orgue, œuvres de Grigny, Buxtehude et Bach, cathédrale Notre-Dame, Luxembourg, 11h.

Zeltik 2023, with Authentica, The Magpies, Sharon Shannon

and The Celtic Social Club, followed by an afterparty, centre culturel régional opderschmelz, Dudelange, 19h. Tel. 51 61 21-811. www.opderschmelz.lu
zeltik.lu

Concours de composition Artistes en herbe : Han Lynn, récital de piano, œuvres du catalogue l'Octanphare, Foyer européen, Luxembourg, 19h. artistesenherbe.lu

La forza del destino, unter der Leitung von Sébastien Rouland, inszeniert von Lorenzo Fioroni, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 19h30. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Avatar + Veil of Maya, hard rock, support: Kassogtha, Rockhal, Esch, 19h30. Tel. 24 55 51. www.rockhal.lu

Rabih Abou-Khalil + Théo Ceccaldi, jazz, Arsenal, Metz (F), 20h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Josh Island, Pop, Trifolion, Echternach, 20h. Tel. 26 72 39-500. www.trifolion.lu

Harmonie municipale Esch-sur-Alzette, Klassiker aus der Videospiele-Tradition, Théâtre d'Esch, Esch, 20h. Tel. 27 54 50 10. www.theatre.esch.lu
Einschreibung erforderlich: reservation.theatre@villeesch.lu

Blandine Waldmann, récital de piano, œuvres de Schubert et Liszt, Schungfabrik, Tétange, 20h.

Faada Freddy, R'n'B and soul, Rotondes, Luxembourg, 20h. Tel. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

Orchestre d'harmonie et chœur de la Käerjenger Museksschoul, chorales d'hommes réunies, sous la direction de Steve Boehm, Josée Faltz-Wilmes et Suzette Thomé-Schneid, œuvres de Morricone, Philharmonie, Luxembourg, 20h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu
COMPLET !

THEATER

Double Bill: Dreamer & Stark Bollock Naked, chorégraphie d'Anne-Mareike Hess et pièce de Larisa Faber, Neimënster, Luxembourg, 19h. Tél. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

Die Leiden des jungen Werther, nach dem Roman von Goethe, inszeniert von Maik Priebe, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 19h30. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Die vier Elemente vierteiliger Tanzabend mit Katja Wachter, Gustavo Ramirez Samsano, Georg Reischl und Roberto Scafati, Theater Trier, 19h30.

Tschernobyl. Stimmen, Stück mit Tanz nach Monologen von Swetlana Alexijewitsch, Choreographie von Edoardo Cino, inszeniert von Thorsten Köhler, sparte4, Saarbrücken (D), 20h. Tel. 0049 681 30 92-486. www.sparte4.de

Dee Leschte mécht d'Luucht aus, mam Kabaret Sténkdéier, inzenéiert vum Joé Heintzen, Stued Theater, Grevenmacher, 20h.

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, Mamer, 20h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

Blömer // Tillack: Von Flausen nach Possen, Kabarett, Tufa, Trier (D), 20h. Tel. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

Café Terminus, geschriwwen an inzenéiert vum Frank Hoffmann, mat ënner anere Felix Adams, Maria Gräfe an Hana Sofia Lopes, Théâtre national du Luxembourg, Luxembourg, 20h. Tel. 26 44 12 70-1. www.tnl.lu

Le retour de Harold Pinter, mise en scène de Jean-Luc l'Hôte, Le Gueulard, Nilvange (F), 20h30. Tél. 0033 3 82 85 50 71. www.legueulard.fr

KONTERBONT

Blandine Waldmann, rencontre, Schungfabrik, Tétange, 15h.

Le Mudam s'ouvre à l'autisme, ateliers, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, Luxembourg, 16h. Tél. 45 37 85-1. www.mudam.com
Inscription obligatoire : visites@mudam.com

Tierische Erste Hilfe für Hunde- und Katzenbesitzer, mit Stefan Oetjen, Tufa, Trier (D), 19h30. Tel. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

SONNDEG, 12.3.

JUNIOR

Nele und der Zauberlöffel, Musiktheater über das Entdecken der eigenen Stärke (5-9 Jahre), Philharmonie, Luxembourg, 11h, 15h + 17h. Tel. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Go! Chorégraphie de Jennifer Gohier, avec la cie Corps in situ, Centre des arts pluriels Ettelbruck, Ettelbruck,

14h30 + 16h. Tél. 26 81 26 81. www.cape.lu

Felicitas Konterbont, eng musikalesch Weltrees vu Kanner fir Kanner (> 6 Joer), Artikuss, Soleuvre, 15h. Tel. 59 06 40. www.artikuss.lu

Just Sing, für Kinder, mit Julia Reidenbach, Tufa, Trier (D), 16h. Tel. 0049 651 7 18 24 12. www.tufa-trier.de

Hilfe, Hilfe, die Globolinks, Science-Fiction-Oper (> 8 Jahre), Theater Trier, Trier (D), 16h. Tel. 0049 651 7 18 18 18. www.theater-trier.de

MUSEK

7. Kammerkonzert, Werke von Franck und Ravel, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 11h. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Louis Matute 4tet, jazz, Neimënster, Luxembourg, 11h. Tel. 26 20 52-1. www.neimenster.lu

Face-à-face : Mendelssohn, avec Daniel Lebbardt (piano) et Richard Wigmore (commentaire), Philharmonie, Luxembourg, 16h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Hair, Musical von Gerome Ragni und James Rado, unter der Leitung von Achim Schneider, inszeniert von Maximilian von Mayenburg, Saarländisches Staatstheater, Saarbrücken (D), 18h. Tel. 0049 681 30 92-0. www.staatstheater.saarland

Orchestre national de Metz Grand Est, sous la direction d'Anton Holmer, œuvres de Schnittke et Mozart, Arsenal, Metz (F), 18h. Tél. 0033 3 87 74 16 16. www.citemusicale-metz.fr

Festival Terre de metal, avec Hypno5e et Hell Gate, Le Gueulard plus, Nilvange (F), 19h. Tél. 0033 3 82 54 07 07. www.legueulardplus.fr

Somi, musique du monde, Philharmonie, Luxembourg, 19h. Tél. 26 32 26 32. www.philharmonie.lu

Luciano, rap, Rockhal, Esch, 20h. Tel. 24 55 51. www.rockhal.lu

Beabadoobee, indie, Rotondes, Luxembourg, 20h. Tel. 26 62 20 07. www.rotondes.lu

THEATER

Juste la fin du monde, de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Myriam Muller, avec Eugénie Anselin, Nadine Ledru, Tristan Schotte, Isabelle Sueur et Jules Werner, Kinneksbond, Mamer, 17h. Tél. 2 63 95-100. www.kinneksbond.lu

MUSÉEËN

Dauerausstellungen a Muséeën

Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain (41, rue Notre-Dame. Tél. 22 50 45), Luxembourg, lu., me., ve. - di. 11h - 19h, je. 11h - 21h. Fermé les 1.11, 25.12 et 1.1. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 16h.

Musée national d'histoire naturelle (25, rue Munster. Tél. 46 22 33-1), Luxembourg, me. - di. 10h - 18h, ma. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les 1.5, 1.11, 25.12, 1.1. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 16h30.

Musée national d'histoire et d'art

(Marché-aux-Poissons. Tél. 47 93 30-1), Luxembourg, ma., me., ve. - di. 10h - 18h, je. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les 23.6, 15.8, 25.12 et 1.1. Ouvert le 24.12 jusqu'à 14h et le 31.12 jusqu'à 16h30.

Lëtzebuerg City Museum

(14, rue du Saint-Esprit. Tél. 47 96 45 00), Luxembourg, ma., me., ve. - di. 10h - 18h, je. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les 15.8, 1.11, 25 + 26.12 et le 1.1. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 16h.

Musée d'art moderne Grand-Duc Jean

(parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1), Luxembourg, je. - lu. 10h - 18h, me. nocturne jusqu'à 21h. Jours fériés 10h - 18h. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 15h. Fermé le 25.12.

Musée Dräi Eechelen

(parc Dräi Eechelen. Tél. 26 43 35), Luxembourg, ma., je. - di. 10h - 18h, me. nocturne jusqu'à 20h. Fermé les 1.5, 23.6, 1.11, 24., 25. et 31.12, 1.1. Ouvert le 26.12 jusqu'à 18h.

Villa Vauban - Musée d'art de la Ville de Luxembourg

(18, av. Émile Reuter. Tél. 47 96 49 00), Luxembourg, me., je., sa. + di. 10h - 18h, ve. nocturne jusqu'à 21h. Fermé les 1.11, 25.12 et 1.1. Ouvert les 24 et 31.12 jusqu'à 16h.

The Family of Man

(montée du Château. Tél. 92 96 57), Clervaux, me. - di. + jours fériés 12h - 18h. Fermeture annuelle du 25 décembre au 28 février.

Alle Rezensionen zu laufenden Ausstellungen unter/Toutes les critiques du woxx à propos des expositions en cours : woxx.lu/expoaktuell

WAT ASS LASS 03.03. - 12.03. | EXPO

Café Terminus, geschriwwen an inzenéiert vum Frank Hoffmann, mat énnere anere Felix Adams, Maria Gräfe an Hana Sofia Lopes, Théâtre national du Luxembourg, *Luxembourg*, 17h. Tel. 26 44 12 70-1. www.tnl.lu

Bitte warten, musikalisch-literarische Kammerrevue mit Unerhörtem von Georg Kreisler, Alte Feuerwache, *Saarbrücken (D)*, 19h30. Tel. 0049 681 30 92-486. www.staatstheater.saarland

KONTERBONT

Programmation Zoom In : Exploration sensuelle, visite guidée pour toute la famille, Villa Vauban, *Luxembourg*, 11h. Tél. 47 96 49-00. www.villavauban.lu
Inscription obligatoire : visites@2musees.vdl.lu

Concours de composition Artistes en herbe : Séance académique, annonce officielle des lauréats, Foyer européen, *Luxembourg*, 12h. artistesenherbe.lu

EXPO

NEI

DIEKIRCH

L'art en marche

œuvres entre autres d'Alassana Diallo, Charlotte Ney et Iyed Youssef Essid Moha, maison de la culture (13, rue du Curé. Tél. 80 87 90-1),

du 4.3 au 26.3, ma. - di. 10h - 18h. Vernissage ce ve. 3.3 à 19h.

ESCH

Pitt Moog & Rico Sequeira peintures, galerie Schlassgoart (bd Grande-Duchesse Charlotte. Tél. 5 47 38-3408), du 3.3 au 17.3, ma. - sa. 14h - 18h.

Sarah Poulain : **De grandes histoires en miniatures** maquettes, Kulturfabrik (116, rue de Luxembourg. Tél. 55 44 93-1), du 10.3 au 2.5, me. - sa. 15h - 20h. Vernissage le je. 9.3 à 18h30.

LUXEMBOURG

Ecosystem Assembly œuvres entre autres de Viktor Brim, Inger Lise Hansen et Yasmine Kabir, Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain (41, rue Notre-Dame. Tél. 22 50 45), jusqu'au 16.4, me., ve. - lu. 11h - 19h, je. nocturne jusqu'à 21h. Dans le cadre du Luxembourg City Film Festival.

Edward Steichen (1879-1973) - The Artist's View par Erwin Olaf and Hans Op de Beeck, Musée national d'histoire et d'art (Marché-aux-Poissons. Tél. 47 93 30-1), du 7.3 au 4.6, ma., me., ve. - di. 10h - 18h, je. nocturne jusqu'à 20h.

Jan Schwarz: City Life Fotografien, Erwuessebildung (5, av. Marie-Thérèse. Tél. 44 74 33 40), vom 11.3. bis zum 14.4., Mi. - Sa. 10h - 17h. Eröffnung am Sa. 11.3. um 18h30.



Une interprétation artistique de notre écosystème : « Ecosystem Assembly », au Casino Luxembourg, du 10 mars au 16 avril.

Pavillon réalité virtuelle 2023 Neimënster (28, rue Munster. Tél. 26 20 52-1), jusqu'au 19.3, tous les jours 10h - 18h. Dans le cadre du Luxembourg City Film Festival.

Tourmaline : **Pleasure and Pollinator** vidéos et photographies, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (3, parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1), du 3.3 au 15.10, je. - lu. 10h - 18h, me. nocturne jusqu'à 22h.

Vilanova Artigas : Drawing Models peintures, Luxembourg Center for Architecture (1, rue de la Tour Jacob. Tél. 42 75 55), jusqu'au 29.4, ma. + me. 11h - 17h, je. 11h - 18h, ve. 11h - 16h, sa. 11h - 15h.

METZ (F)

Prix Swiss Life à 4 mains : Auctus Animalis œuvres de Vincent Fournier et Sébastien Gaxie, Arsenal (3 av. Ney. Tél. 0033 3 87 74 16 16), du 9.3 au 21.5, ma. - sa. 13h - 18h, di. 14h - 18h. Vernissage le me. 8.3 à 18h30.

NIEDERANVEN

Juste humains 60 ans d'engagement pour les droits de l'homme, Kulturhaus Niederanven (145, rte de Trèves. Tél. 26 34 73-1), jusqu'au 17.3, lu. + ve. 8h - 14h, ma. - je. 8h - 16h, sa. 14h - 17h.

OBERKORN

De Hadir à Profilarbed Differdange la métamorphose de l'usine et de sa ville, espace H2O (rue Rattem. Tél. 58 40 34-1), du 3.3 au 26.3, ve. - di. 15h - 19h et sur rendez-vous.

REMERSCHEN

Norbert Huppertz & Nico Langehegermann : Art & vélo photographies et sculptures, Valentiny Foundation (34, rte du Vin), du 3.3 au 12.3, me. - ve. 15h - 18h, sa. + di. 14h - 18h.

TRIER (D)

Cordula Prieser: Ein Leeres zur Wohnung Skulpturen und Tapebild, Kunstverein Junge Kunst (Karl-Marx-Str. 90. Tel. 0049 651 9 76 38 40), vom 11.3. bis zum 15.4., Sa. + So. 14h - 17h sowie nach Vereinbarung. Eröffnung am Fr. 10.3. um 20h30.

Das stille Post Projekt Werke von unter anderen Laas Koehler, Bodo Korsig und Chikato Kat, Galerie im 2. Obergeschoss der Tufa (Wechselstr. 4. Tel. 0049 651 7 18 24 12), vom 11.3. bis zum 2.4., Di., Mi. + Fr. 14h - 17h, Do. 17h - 20h, Sa. + So. 11h - 17h. Eröffnung am Sa. 11.3. um 16h.

Sebastian Schön Zeichnungen und Aquarelle, Galerie im 1. Obergeschoss der Tufa (Wechselstr. 4. Tel. 0049 651 7 18 24 12), vom 11.3. bis zum 2.4., Di., Mi. + Fr. 14h - 17h, Do. 17h - 20h, Sa. + So. 11h - 17h. Eröffnung am Sa. 11.3. um 17h.

WILTZ

Manon Diederich: Sorry, I'm a Weak Woman Witch Fotografie, Film, Text und Collagen, Galerie Prabbeli (8, Gruberbeerig), vom 9.3. bis zum 9.4., Di. - Fr. 13h - 16h + 18h - 20h, Sa. + So. 13h - 20h. Eröffnung am Mi. 8.3. um 17h.

LESCHT CHANCE

DIFFERDANGE

Esch2022 : Une rétrospective centre culturel Aalt Stadhaus (38, av. Charlotte. Tél. 5 87 71-19 00), jusqu'au 4.3, ve. + sa. 10h - 18h.

ESCH

Charl Vinz : La foule illustrations, Ratelach - Kulturfabrik (116, rue de Luxembourg), jusqu'au 4.3, ve. + sa. 17h - 1h.

LUXEMBOURG

Ana Karkar : Villains Vault peintures, Nosbaum Reding (2+4, rue Wiltheim. Tél. 26 19 05 55), jusqu'au 4.3, ve. + sa. 11h - 18h.

Feng Ling : The Code of Life peintures, galerie d'art Xun (5-7, rue Munster), jusqu'au 4.3, ve. 10h - 22h, sa. 19h - 22h.

I'm Not There, The Invisible Influx of Music on Art œuvres de Max Frintrop, Isa Genzken, Filip Markiewicz, Radenko Milak, Thomas Scheibitz, Bettina Scholz, Emil Schult et Henning Strassburger, Zidoun & Bossuyt Gallery (6, rue Saint-Ulric. Tél. 26 29 64 49), jusqu'au 4.3, ve. 10h - 18h, sa. 11h - 17h.

Nina Tomàs : Hibernation peintures, Nosbaum Reding (2+4, rue Wiltheim. Tél. 26 19 05 55), jusqu'au 4.3, ve. + sa. 11h - 18h.

Tarek Atoui : Waters' Witness installation, Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (3, parc Dräi Eechelen. Tél. 45 37 85-1), jusqu'au 5.3, ve. - sa. 10h - 18h.

Tête-à-tête human emotions in the digital era, galerie des Rotondes (pl. des Rotondes), until 5.3, Fri. 17h - 19h, Sat. 15h - 19h, Sun. 11h - 17h. Part of the Multiplica festival.

SAARBRÜCKEN (D)

Seiji Kimoto: Macht und Ohnmacht Skulpturen, Landtagsgebäude, bis zum 7.3., Fr. 8h - 14h, Mo. - Di. 8h - 17h.

TRIER (D)

Statements - Movements Positionen zur Klangkunst, Werke von Pierre Berthet, Günter Graf, Rie Nakajima und Wolfgang Schliemann, Tufa (Wechselstr. 4.

EXPOTIPP

Tête-à-tête. Une exposition sur les émotions humaines à l'ère du numérique (is) - Der Einfluss künstlicher



Intelligenz (KI) auf die Zukunft der Menschheit und unser Miteinander ist schon eine Weile im Gespräch, selbstverständlich auch unter Kunstschaffenden – und zwar nicht nur, weil die KI ihnen durch automatisch generierte Werke den Job strittig machen könnte, sondern als Stoff für Kreationen: Die Ausstellung „Tête-à-tête. Une exposition sur les émotions humaines à l'ère du numérique“ in den Rotondes in Luxemburg-Stadt präsentiert sechs Künstler*innen, die sich in ihren Werken mit KI auseinandersetzen. So konfrontiert Justine Emard in ihrer Videoinstallation „Co(ai)xistence“ einen Tänzer mit KI und nutzt technische Prozesse, um einen Dialog zwischen den beiden herzustellen; das Duo Lance/Maat komponiert hingegen eine „Kissing Data Symphony“. Die Darsteller*innen der Performance-Installation küssen und streicheln sich in der Öffentlichkeit, ein Programm misst und visualisiert ihre Hirnaktivitäten in Echtzeit. Ein Algorithmus übersetzt diese gleichzeitig in eine Klanglandschaft. Des Weiteren stellen Simone C. Niquille, Zahra Poonawala, Patrick Tresset und Filipe Vilas-Boas aus. Eine Schau, die allein von den Themen her nah am Puls der Zeit ist!

Rotondes (3, place des Rotondes, L-2448 Luxembourg-Bonnevoie), noch bis zum 5. März, Fr. 17h - 19h, Sa. 15h - 19h + So. 11h - 17h mit Führung von 11h bis 12h.

EXPO | KINO / AVIS

Tel. 0049 651 7 18 24 12), bis zum 5.3.,
Fr. 14h - 17h, Sa. + So. 11h - 17h.



EXTRA

3.3. - 12.3.

Luxembourg City Film Festival
Cercle Cité, Cinémathèque,
Neimënster, Kinopolis Kirchberg,
Utopia, quartier général (Casino
Luxembourg - Forum d'art
contemporain), jusqu'au 12 mars

Le Luxembourg City Film Festival retrouve son public pour sa 13e édition du 2 au 12 mars grâce à une sélection pointue et conviviale de films de fiction et de documentaires, de productions nationales ainsi que d'un cycle jeune public (dès 3 ans). Le festival conserve ses lieux traditionnels de projection dont la Cinémathèque, son quartier général, installé au Casino Luxembourg - Forum d'art contempo-

Ein Musikstück verbindet drei Klavierspieler an verschiedenen Kriegsschauplätzen: „Chopin. Nie boję się ciemności“. Neu im Scala und Sura.



rain, de nombreux événements hors les murs, etc. Plus d'informations : luxfilmfest.lu

Gekijouban Kimetsu no Yaiba: Mugen Ressha-Hen

(Demon Slayer: The Swordsmith Village) J 2022, Anime von Haruo Sotozaki. 110'. O.-Ton + Ut. Ab 12.

Kinopolis Belval und Kirchberg

Die Klangsäule Uzui, Tanjirou und seine Kameraden stellen sich bei ihrer neuen Mission dem Kampf gegen die Zunehmende Sechs - Daki und Gyutarou.

VORPREMIERE

3.3. - 7.3.

Ciné Breakfast: The Whale

USA 2022 von Darren Aronofsky. Mit Brendan Fraser, Ty Simpkins und Hong Chau. 117'. O.-Ton + Ut. Ab 12. Utopia, 5.3. um 10h30.

Ein Lehrer hat nach dem Verlust eines geliebten Menschen stark an Gewicht zugenommen. Er lebt allein und zurückgezogen in seiner Wohnung und gibt Onlinekurse. Eines Tages versucht er, sich mit seiner jugendli-

chen Tochter zu versöhnen, die er im Alter von acht Jahren verlassen hatte. Während die entfremdete Tochter ihm allmählich näherkommt, rätseln sie und ihre Verwandten über den Grund des Wiedersehens.

WAT LEEFT UN?

3.3. - 7.3.

Chopin. Nie boję się ciemności

(Chopin. I Am Not Afraid of Darkness) PL/ROK 2022, Dokumentarfilm von Joanna Kaczmarek. 68'. O.-Ton + Ut. Ab 12.

Scala, Sura

Die Doku begleitet drei Pianisten: In Polen wird für den Klavierspieler Leszek Możdżer die Natur zu seiner Muse, während er ein Konzert in Auschwitz-Birkenau vorbereitet.

Im Libanon musiziert der syrische Einwanderer Fares Marek Basmandji im Zentrum Beiruts, um seine zurückliegende Flucht zu verarbeiten. Und in Südkorea versucht der Pianist Won Jae-yeon mit den Klängen seines Flügels nahe der Grenze zu Nordkorea eine Brücke zum Nachbarland zu schlagen. Verbunden werden die Schauplätze von der Musik des Komponisten Chopin.

La syndicaliste

F/D 2022 de Jean-Paul Salomé. Avec Isabelle Huppert, Grégory Gadebois et François-Xavier Demaison. 122'. V.o. À partir de 12 ans.

Utopia

Un matin, Maureen Kearney est violemment agressée chez elle. Elle travaillait sur un dossier sensible du secteur nucléaire français et subissait de violentes pressions politiques. Les enquêteurs ne retrouvent aucune trace des agresseurs... est-elle victime ou coupable de dénonciation mensongère ?

Sonne und Beton

D 2023 von David Wnendt. Mit Levy Rico Arcos, Vincent Wiemer und Rafael Klein-Heßling. 119'. O.-Ton. Ab 12. Kinopolis Belval und Kirchberg, Kulturhuf Kino, Orion, Prabbeli, Scala, Starlight, Sura

Im Sommer 2003 klettern die Thermometer in Deutschland auf Rekordhöhen – auch im Berliner Ortsteil Gropiusstadt. Dort, am Rande der Großstadt und Gesellschaft, leben Lukas, Gino und Julius. Wie mit den Temperaturen geht es bei ihnen zur Abwechslung mal heiß her. Denn normalerweise haben die Freunde kein Geld für nichts. Außer ausnahmsweise mal für Gras. Beim Graskauf im Park geraten die drei jedoch zwischen die Fronten der Dealer.

The Son

USA 2022 von Florian Zeller. Mit Hugh Jackman, Laura Dern und Vanessa Kirby. 123' O.-Ton + Ut. Ab 12. Utopia

Der 17 Jahre alte Nicholas schwänzt die Schule, hat düstere Gedanken und keine Freunde. Vielleicht ist es eine gute Idee, wenn er nun statt bei seiner Mutter Kate bei seinem Vater Peter lebt? Der hat zwar gerade mit seiner neuen Frau Beth Nachwuchs bekommen und ist beruflich sehr ausgelastet, doch er will dem Sohn helfen ... und glaubt auch bald Erfolg zu haben.



FILMTIPP

The Quiet Girl

(tj) – Colm Bairéads Erstlingswerk handelt von einem Mädchen namens Cáit, das bei Pflegeeltern zum ersten Mal in ihrem Leben Liebe und Zuneigung erfährt. Auf der Kurzgeschichte „Foster“ von Claire Keegan basierend, zeigt uns der Film Cáits Perspektive in meditativen und schönen, zum Teil aber auch repetitiven, kitschigen Bildern. Trotz toller Schauspieler*innen und einer größtenteils ansprechenden Inszenierung weiß Bairéads sein Werk nicht über den Status eines zu lang geratenen Kurzfilms zu erheben.

„The Quiet Girl“ ist im Rahmen des Lux Film Festivals am 3., 5. und 8. März im Utopia beziehungsweise in der Cinémathèque zu sehen.

☒☒☒ = excellent
☒☒ = bon
☒ = moyen
☒☒ = mauvais

Toutes les critiques du woxx à propos des films à l'affiche : woxx.lu/amkino
Alle aktuellen Filmkritiken der woxx unter: woxx.lu/amkino

Informationen zur Rückseite der woxx im Inhalt auf Seite 2.

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte

Type de marché : travaux

Modalités d'ouverture des offres :

Date : 04/04/2023 Heure : 10:00

SECTION II : OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché :

Travaux de modernisation des luminaires et remise en état des installations électriques à exécuter

dans l'intérêt du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg

Description succincte du marché :

- 5 centraux d'éclairage secours avec batteries
- 1 centrale incendie
- 8 centraux de contrôle d'accès
- 1 onduleur 80 kW
- Luminaires décoratifs : +/- 1.850 pièces
- Luminaires standards : +/- 1.000 pièces
- Luminaires de secours : +/- 190 pièces - Luminaires normaux équipés de secours : +/- 320 pièces
- Adaptation de 8 tableaux électriques
- Longueur totale de câbles force : 1.000 ml

- Longueur totale de câbles data : 1.000 ml

La durée des travaux est de 150 jours ouvrables, à débiter au 2e semestre 2023. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

SECTION IV : PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations :

Conditions de participation :

Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Réception des offres :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :

27/02/2023

La version intégrale de l'avis

n° 2300386 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

